

PROJET EMPLOI JEUNES CRDI-UY II

RAPPORT CONFERENCE INTERNATIONALE

« AMÉLIORER LES POLITIQUES D'EMPLOI DES JEUNES EN AFRIQUE FRANCOPHONE »

Lieu : Campus de l'Université de Yaoundé I (GPE) et Hôtel La Falaise,
du 20 au 24 Juillet 2019, Cameroun



Table de matières

Introduction générale.....	4
1.0 Contexte et justification de la conférence	4
1.1 Objectif de la conférence internationale	7
1.2 Méthodologie de la conférence internationale.....	7
Première partie :	8
ATELIER METHODOLOGIQUE	8
Introduction :	9
JOUR 1: ouverture et revue des politiques de l'emploi	10
Section 1 : cérémonie d'ouverture	10
Section 2 : Revue des politiques de l'emploi	10
1 Les instruments de la politique active d'emploi.....	10
2 Méthodologie de l'étude.....	13
JOUR 2 : présentation des rapports d'enquête pays et des articles	14
Section 1 : Présentation des rapports d'enquête pays	14
1 Rapport d'enquête Cameroun	14
2 Rapport Côte d'Ivoire	16
Présentation de quelques travaux de recherches par le Pr	18
3 Rapport Congo Brazzaville	18
4 Rapport d'enquête Tchad.....	19
Présentation Tchad	20
5 Rapport d'enquête Sénégal	21
Section 2 : Présentation des articles ou documents de recherche.....	22
1 Cameroun : SPE et vitesse d'insertion sur le Marche du Travail.....	22
2 Côte d'ivoire : L'impact des programmes d'emploi sur la situation professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire.....	23
3 Congo Brazzaville : Effets du type d'emploi sur le bonheur des jeunes âgés de 15 à 34 ans en République du Congo	25
JOUR 3 : Présentation des articles ou documents de recherches, suite	27
Section 1 : Présentation des articles ou documents de recherche (suite)	27
1 Tchad : Genre et insertion socio-professionnelle des diplômés sans expériences en milieu urbain tchadien : cas de la ville de N'Djaména	27
2 Tchad : Demande et impact des stages professionnels pour jeunes diplômés sans expérience en milieu urbain tchadien : une analyse quasi-expérimentale.....	28
3 Sénégal : Efficacité du Dispositif d'Accompagnement à L'insertion Professionnelle des Jeunes au Sénégal	30

4 Cameroun : Analyse des déterminants du recours aux SPE en Afrique subsaharienne francophone	32
5 Côte d'Ivoire : Politiques actives du marché du travail et durée du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire.....	33
6 Congo Brazzaville : Les déterminants de la durée du chômage au Congo	34
Section 2 : Relecture des <i>policy briefs</i> et préparation de la session plénière	35
1 Relecture des <i>policy briefs</i>	35
2 Préparation de la session plénière.....	36
Deuxième partie :	37
COLLOQUE INTERNATIONALE	37
JOUR 4 : Colloque international.....	38
Introduction	38
1 Mot de bienvenue du recteur de l'Université de Yaoundé II-Soa	38
2 Mot de SE Mme l'Ambassadeur du Canada au Cameroun	39
3. Mot d'ouverture de Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle	40
4. Bref exposé des résultats d'Enquêtes sur l'efficacité des services d'emploi au Cameroun	42
Section 1 : Efficacité des dispositifs d'aide à l'emploi en Afrique.....	43
Communication 1 : Directeur général du FNE, Cameroun	43
Communication 2 : Efficacité des politiques de promotion de l'emploi des jeunes au Sénégal.....	45
Communication 3 : Impact des programmes d'emploi sur la situation professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire	47
Section 2 : demande des SPE et réduction du chômage.....	49
Communication 4 : Genre et insertion socio-professionnelle des diplômés sans expérience en milieu urbain tchadien : cas de la ville de N'Djaména	50
Communication 5 : Service public d'emploi et durée de transition sur les marchés du travail en Afrique Subsaharienne Francophone.....	52
Communication 6 : Les SPE diminuent-ils la demande d'emploi public ? Une analyse comparative sensible au genre des dispositions à travailler dans les administrations publiques.....	52
Communication 6 : Les services publics d'emploi diminuent-ils la demande d'emploi public ? Une analyse comparative sensible au genre des dispositions à travailler dans l'administration publique	53
Communication 7 : Impact des politiques publiques d'emploi sur la sortie du chômage des jeunes au Congo Brazzaville	54
Cérémonie de clôture de la conférence internationale	55
Conclusion.....	57
Annexe	59

Introduction générale

Le samedi 20 juillet au mercredi 24 juillet 2019 sis à Yaoundé au Cameroun, s'est tenue la deuxième conférence internationale dans le cadre du projet sur le thème « **Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone** ». Les journées du **20, 22, 23 et 24 Juillet 2019** se sont consacrées aux ateliers méthodologiques. Ces ateliers ont eu lieu au Campus de l'Université de Yaoundé II-Soa (GPE) et à l'hôtel la falaise de Yaoundé de 08h à 17h, avec la participation de près de 80 participants provenant des institutions diverses (administration publique, secteur privé, organismes internationaux, centres de formation et de recherche, universités, organisations de la société civile).

1.0 Contexte et justification de la conférence

Depuis les indépendances, les marchés du travail et les politiques économiques qui les accompagnent ont progressivement mutés dans les pays situés au Sud du Sahara. Ainsi, avant les crises des années 80, face à un marché du travail principalement agricole, l'Etat, par ses engagements multiples dans les secteurs productifs, apparaît comme le principal demandeur d'emploi. De manière spécifique, durant cette période, la principale politique d'emploi de ces Etats consistait à assurer la formation des cadres pour l'administration publique, les entreprises publiques et les grandes entreprises privées généralement succursales des firmes multinationales. Les décennies 80 et 90 ont mis en évidence les limites de ce modèle dans un contexte de crise économique. Pendant cette période, les Etats, sous ajustement structurel, se sont désengagés des activités productrices et réduit leurs dépenses à travers un ensemble de mesures qui restructure le marché du travail. Ces mesures sur le marché du travail ont consisté : au gel des recrutements, à la baisse des salaires, à une réduction des effectifs, à la fermeture des entreprises publiques ou à leurs privatisations. Ces politiques se sont accompagnées dans la majorité des pays d'Afrique au Sud du Sahara par une montée du chômage, notamment celui des diplômés. Au Cameroun par exemple, le taux de chômage a dépassé la barre de 20% en 1993 et 1994. Même si ce taux de chômage est depuis le début des années 2000 autour de 5%, il s'accompagne généralement d'un sous-emploi qui est de 60% au moins dans les 5 pays qui font l'objet de cette étude.

Du côté des individus en recherche d'emploi, la réponse évidente à cette montée du chômage et en l'absence d'une politique publique d'indemnisation du chômage a été le développement

des activités informelles caractérisées par la prépondérance des unités de production individuelles aux conditions de travail précaires.

Du côté de l'administration publique, deux réponses ont été données, souvent de manière simultanée. Dans un premier temps, les Etats africains ont réformé leur marché du travail à travers les politiques de flexibilisation et par conséquent la vulgarisation des contrats précaires. Dans un second temps, ces Etats se sont principalement appuyés sur des politiques actives¹ pour améliorer les résultats du marché du travail et les indicateurs sociaux à partir du milieu des années 90. Ces politiques consistent généralement à élaborer et mettre en œuvre un ensemble de stratégies dont le but ultime est d'améliorer le volume et la qualité des emplois. Dans cette optique, des appuis sont généralement fournis aux acteurs du marché du travail.

Ces différentes politiques actives peuvent être le fait de diverses institutions publiques ou privées. Toutefois, dans le sillage des politiques d'ajustement structurel, des agences publiques de l'emploi ont été principalement créées en Afrique sub-saharienne pour mettre en œuvre des interventions actives sur le marché du travail. De plus, au-delà de la création de ces agences, d'autres institutions et actions ont été menées en faveur de l'employabilité des individus en Afrique, notamment des jeunes. Il s'agit entre autres de la création des ministères en charge des questions d'emploi, du développement des programmes d'emploi à l'endroit des groupes vulnérables ou de la professionnalisation des formations². Toutes ces actions en faveur de l'emploi ont nécessité des ressources budgétaires importantes et posent implicitement une problématique de rationalisation.

Dans la pratique, le principal objectif des agences de l'emploi est d'améliorer l'expérience des actifs sur le marché du travail. Toutefois, depuis la mise en place de ces programmes, il est difficile de savoir s'ils constituent de véritables instruments d'insertion sur le marché du travail. Plus précisément, dans un contexte où la majorité des pays francophones au sud du Sahara sont en phase de post-ajustement et en moyenne 20 ans après la mise en place de ces offices/fonds/agences publiques, il convient de s'interroger sur l'effet des mesures mises en

¹En l'absence de ressources financières, les pays africains étaient dans l'impossibilité de faire usage des politiques passives d'emploi (allocation chômage, subvention au retrait d'activité, appui aux actifs dont la rémunération n'est pas suffisante, etc.).

² Dans les pays d'Afrique sub-saharienne on note la présence de ministères en charge de l'emploi et/ou de la formation professionnelle. Il existe quelques programmes qui participent à la politique d'emploi. De manière non exhaustive on peut citer au Sénégal le Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes, en Côte d'Ivoire le Programme Nationale de Formation des Jeunes ou le Programme de Développement des Initiatives Génératrices d'Emploi, En République du Congo il existe un Programme National de l'Emploi, au Tchad on a un Programme National pour l'Emploi et la Formation Professionnelle et au Cameroun il existe un Programme d'Appui à la Jeunesse Urbaine et Rurale ou le Programme Intégré d'Appui au Secteur Informel.

œuvre par ces derniers sur les résultats obtenus par les individus en recherche d'emploi sur le marché du travail.

Une revue des études en Afrique montre que l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest francophone semblent marginalisées par les évaluations des politiques publiques d'emploi même si celles-ci sont effectives depuis les premiers programmes d'ajustement structurels et consomment une part importante des budgets de fonctionnement des pays³. Aussi, les objectifs assignés et les programmes engagés sont généralement très proches⁴. Cette proximité offre l'opportunité de développer une étude comparative ou d'envisager des transferts d'expériences entre pays. En plus, il est attendu que ces agences offrent leurs prestations à tous les acteurs du marché du travail, ce qui permet de questionner le caractère inclusif de leurs programmes.

Ainsi, dans l'optique de contribuer à l'amélioration des politiques d'emploi des jeunes en Afrique, le CEREG a soumis un projet de recherche et obtenu le financement du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI). L'objectif de ce projet est d'évaluer l'efficacité des interventions actives sur le marché du travail des pays africains francophones au sud du Sahara.

L'étude qui a démarré le 15 avril 2016 implique 5 pays d'Afrique francophone (Cameroun, Congo, Tchad, Côte d'Ivoire, Sénégal). Plusieurs activités ont été réalisées parmi lesquelles: Revue des politiques d'emploi dans chacun des 5 pays ; Mobilisation des données secondaires sur le marché du travail et les politiques d'emploi ; Collecte des données primaires auprès des bénéficiaires et des non bénéficiaires des dispositifs d'emploi dans chacun des 5 pays. La base de données compte 14936 individus au total ; Encadrements des doctorants / rédaction de mémoires de maîtrise et thèses de doctorat ; Accompagnement des gouvernements dans l'élaboration des politiques d'emploi ; Accompagnement des diplômés dans leur orientation professionnelle ; Organisations d'un atelier de lancement du 10 au 14 novembre 2016 à Dakar au Sénégal ; La formation des doctorants et chercheurs aux méthodes d'évaluation d'impact ; Organisation d'un atelier de mi-parcours les 7 et 8 novembre 2019 à Yaoundé au Cameroun ; Organisation de retraites méthodologiques pour la rédaction des différents rapports du projet.

³ Les budgets annuels des agences d'emploi varient entre 4 et 10 milliards de francs CFA.

⁴ On a le Fond National de l'Emploi au Cameroun, Office National pour la Promotion de l'emploi au Tchad, Agence d'Etude et de Promotion de l'Emploi en Côte d'Ivoire, Office National de l'Emploi et de la Main d'Œuvre au Congo et La Direction de L'Emploi qui constitue la tutelle de L'Agence Nationale de Promotion de L'Emploi au Sénégal. Toutes ces institutions ont une mission d'intermédiation et offrent des programmes de renforcement des capacités.

Rendu à ce stade, il s'avère indispensable de partager les résultats obtenus avec les décideurs politiques, les dirigeants des agences/fonds/offices/directions d'emploi, la communauté scientifique, syndicats de travailleurs et d'employeurs, les jeunes demandeurs d'emploi et de façon générale tous ceux qui sont intéressés par les questions d'emploi. A cet effet, l'Université de Yaoundé II organise un atelier international destiné à présenter aux acteurs de la politique de l'emploi les résultats de l'étude sur l'amélioration des politiques d'emploi des jeunes en Afrique Francophone.

1.1 Objectif de la conférence internationale

L'objectif général de ce séminaire international de clôture est de favoriser l'appropriation par les acteurs en charge de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi-évaluation des politiques d'emploi ainsi que des bénéficiaires de celles-ci, des principaux résultats de recherche au Cameroun, au Congo, au Tchad, au Sénégal et en Côte d'Ivoire sur l'efficacité des politiques d'emploi des jeunes afin de susciter des débats dans le but de les améliorer.

1.2 Méthodologie de la conférence internationale

Un atelier de trois jours impliquant les experts (cadres des agences/offices/fonds/directions d'emplois) les équipes de recherche des différents pays, les hauts cadres d'administration (Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, recteur de l'Université de Yaoundé-II, Directeur du Fond National de l'emploi) et le haut-commissaire du Canada au Cameroun. Au total 47 personnes non comprises les enseignants de l'Université de Yaoundé et d'autres participants présents ce jour ont pris part à ladite conférence. Parmi ces participant 11 venaient du Tchad, 06 du Sénégal, 08 de la Côte d'Ivoire, 06 du Congo Brazzaville, et 08 du Cameroun. Colloque s'est tenu pendant 4 jours. Les trois (03) étaient consacrés à l'atelier méthodologique et le quatrième jour au colloque international.

Première partie :

**ATELIER
METHODOLOGIQUE**

Introduction :

L'atelier méthodologique que s'est tenu du samedi 20 au mercredi 24 juillet 2019 à Yaoundé au Cameroun au sein de l'université de Yaoundé II et regroupant plus de 40 participants (les chercheurs, les doctorants des cinq pays, les experts en évaluation d'impact, les institutions internationales en charge de l'emploi des jeunes, les décideurs politiques, les demandeurs d'emploi, etc.) avait pour objectif de favoriser l'appropriation par les acteurs en charge de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi-évaluation des politiques d'emploi ainsi que des bénéficiaires de celles-ci, des principaux résultats de recherche au Cameroun, au Congo, au Tchad, au Sénégal et en Côte d'Ivoire sur l'efficacité des politiques d'emploi des jeunes afin de susciter des débats dans le but de les améliorer. Il importe alors de noter qu'il n'était surprenant pour un observateur externe d'un atelier méthodologique soit organisé à la toute fin du projet. Les objectifs recherchés étaient les suivants:

- Présenter les résultats des travaux de recherche sur l'amélioration des politiques d'emploi des jeunes en Afrique Francophone ;
- Inscrire les considérations de genre au cœur des stratégies d'intermédiation sur le marché du travail ;
- Partager l'expérience des agences/fonds/offices/directions d'emploi des 5 pays impliqués dans l'étude ;
- Renforcer le partenariat secteur privé – secteur public national – secteur public international – universités dans l'analyse des problématiques liées à l'emploi des jeunes en Afrique ;
- Diffuser les résultats de ces recherches en distribuant des supports des travaux présentés notamment des policy briefs ;
- Recueillir les observations des participants sur les résultats obtenus ainsi que leurs besoins en travaux de recherche sur la problématique de l'efficacité des politiques d'emploi ;
- Consolider la coopération entre les chercheurs et tous les acteurs en charge de la politique de l'emploi (ministères, SPE, Programmes/projets/initiatives, etc.) ;
- Faire des recommandations pour l'amélioration de l'efficacité des politiques d'emploi.
- Il importe alors de présenter tout d'abord les activités de l'atelier méthodologique entre le 20 et 23 juillet avant de présenter en deuxième partie la cérémonie de clôture du colloque internationale.

JOUR 1: ouverture et revue des politiques de l'emploi

Section 1 : cérémonie d'ouverture

L'arrivée des parties prenantes se fait par vague et par délégation pays. Après l'enregistrement et la remise des kits par les hôtes, le protocole à procéder à l'installation desdits participants. Quelques minutes après, le mot d'ouverture est prononcé par le coordonnateur du projet. Tout en souhaitant la bienvenue et le bon déroulement de la conférence, il a présenté la procédure de ladite conférence.

Section 2 : Revue des politiques de l'emploi

1 Les instruments de la politique active d'emploi

Par le coordonnateur du projet le Professeur FOMBA KAMGA Benjamin

Le Professeur FOMBA KAMGA Benjamin commence son propos par l'historique des SPE (premiers SPE créé dans les années 1990 suite au boom du chômage) tout en rappelant l'objectif des SPE qui était de permettre aux jeunes de trouver facilement le travail, de faciliter l'insertion des jeunes hommes, femmes, personnes vulnérables et renverser la courbe du chômage. Il présente ainsi les instruments de la politique d'emploi dans les pays cibles.

L'instrument de la formation : montre à travers ces instruments qu'en augmentant la formation d'un individu, cela accroît ses chances d'avoir un emploi et un revenu plus élevé. Alors, sur chaque instrument déployé pour les individus, il y a les risques :

- Risque du choix de la formation,
- Risque du bon formateur (entreprise ou centre de formation)
- Risque de ne pas avoir le bon curriculum vitae CV
- Manque de disponibilité de conseiller
- Risque de sélection et par conséquent à la qualité de la formation ou risque de non assimilation de la formation.

L'instrument de l'intermédiation : Cet indicateur a pour objectif de résoudre le problème d'asymétrie d'information entre les demandeurs d'emploi et les offreurs c'est-à-dire, réduire les coûts de recherche d'emploi, coûts d'accès à l'information, augmentation du

Matching entre les services publics et les demandeurs d'emploi. Cet instrument peut aussi être soumis à plusieurs contraintes. Il s'agit :

- De faible connaissance des SPE,
- Des coûts indirects (transport, fréquence de rendez-vous dans les SPE). On peut vérifier le nombre de fois qu'un demandeur d'emploi est venu pour bénéficier d'un programme.
- L'objectivité appariement et implication en termes d'incitation et de confiance.

L'instrument de subventions salariales : Cet instrument est deux types : les subventions salariales pour l'employeur (diminution des coûts de recrutement et main d'œuvre pour favoriser l'emploi) et les subventions salariales pour les emplois ou stagiaires (acquisition d'expérience de travail). Exemple des programmes qui font les subventions salariales : le PED au Cameroun et au Congo ; le PAE au Cameroun et en Côte d'Ivoire ; CNEE, le PADE au Tchad. Le coordonnateur note également les contraintes des politiques d'emploi en termes coût de subvention, l'effet de subvention, l'effet du gaspillage, sous-investissement dans l'éducation et la formation, formalité des entreprises partenaires.

Instruments de l'entrepreneuriat : il existe plusieurs obstacles telles que le coût des programmes d'entrepreneuriat, le montant du crédit associé au financement et délais de remboursement, les délais de mise à disposition du crédit, l'asymétrie d'information, manque de formation aux compétences entrepreneuriales, coût de démarrage, lourdeur administrative et durée de procédure administrative, montant élevé du capital obligatoire. Exemple du programme CREDIT WARANTE au Tchad,

Instruments du programme HIMO : il existe plusieurs obstacles telles que, les contraintes liées aux ciblage des participants, à l'instabilité socio-politique, à l'absence de formation complémentaire, au financement.



Mot d'ouverture du Coordonnateur



Atelier méthodologique jour 1



Allocution d'ouverture du coordonnateur de la conférence

L'objectif de cette présentation selon le coordonnateur est de montrer aux experts des SPE qu'il existe les risques à chaque niveau de l'instrument dont le suivi-évaluation permettrait de déceler afin d'améliorer les activités des SPE.

2 Méthodologie de l'étude

Par le coordonnateur du projet

En rappelant l'objectif du projet, le coordonnateur montre que l'idée était de faire une évaluation d'impact des SPE avec une méthode de sélection aléatoire. Cette étude se fait dans 5 pays (Cameroun, Tchad, Congo, Sénégal et Côte d'Ivoire). La base de sondage était les individus inscrits dans les SPE de 2012 à 2015. Cette période permettait d'avoir la trajectoire de l'individu (salarié, chômeur). En se basant sur les missions des SPE (la promotion de l'emploi, intermédiation entre employeur et chercheur d'emploi, conception, le financement et suivi des programmes, auto création et l'appui à la création des micro-entreprises, diffusion des informations sur le marché de l'emploi), le projet a collecté trois échantillons (inscrit et bénéficiaire des services, inscrit non bénéficiaires, et les non-inscrits) à travers un questionnaire de 12 pages.

En rappelant la difficulté à réaliser cette collecte des données du fait des individus en déplacement ou voyagés, il montre que l'âge considéré était de 15 à 35 ans. Malgré cette difficulté, 14936 individus repartis en trois groupes (inscrit et bénéficiaire des services, inscrit non bénéficiaires, et les non-inscrits) ont été enquêtés. Une enquête qui a d'ailleurs commencé par les focus groups, les collaborations avec les SPE en faisant plus de 20 groupes de discussions d'ensemble pour comprendre le fonctionnement des SPE afin d'améliorer le questionnaire (8 mois de travail). A l'issue de cette présentation les recommandations des intervenants sont les suivantes :

- Développer les coopérations sérieuses avec les communes pour mieux se rapprocher des chercheurs d'emploi en zone reculée (proximité de SPE).
- Déléguer certains services (externaliser certaines fonctions) à un externe comme celui de crédit en guise de création d'entreprise (auto emploi)
- Une réflexion sur les niches d'emploi
- Il faut créer les incitations pour amener les individus à adhérer au programme.

JOUR 2 : présentation des rapports d'enquête pays et des articles

Section 1 : Présentation des rapports d'enquête pays

1 Rapport d'enquête Cameroun

Par WAMBA Joachim & FOKOU Carrel

En partant d'un point de vue théorique selon laquelle le travail est l'un des piliers de lutte contre la pauvreté (Charbonnel⁵ 2013), les auteurs montrent que le travail contribue à l'intégration et à la mobilité sociale, à la distribution de la richesse et à la cohésion sociale. Pour cela, ils rappellent que la promotion de l'emploi représente l'un des objectifs majeurs de la politique économique (Kaldor, 1979) raison pour laquelle les Etats déploient autant de moyen à travers les SPE. Ainsi, les auteurs partent du cadre théorique défini par Heckman et Smith (2004) (éligibilité, information, inscription, sélection, participation effective) pour construire la démarche de leur étude.

Le Fond National de l'Emploi (FNE) étant la principale structure opérationnelle en charge de la mise en œuvre de la politique active d'emploi qui présente seulement 16 agences sur toute l'étendue du territoire camerounais. Ainsi, les auteurs concentrent leur enquête sur les individus inscrits aux différents programmes du FNE : Le Programme Retraite Emploi Jeune (PREJ), Le Programme d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER), Le Programme d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER), Les Techniques de Recherche d'Emploi (TRE), Le Programme d'Appui à la Micro Entreprise (PAME). En observant l'évolution des insertions du FNE entre 1990 à 2015, ils montrent que le FNE a déjà aidé plus de 106 714 individus. Ce qui a d'ailleurs permis aux auteurs d'utiliser la base de données du FNE de 2012 à 2015 comme base de sondage de leur enquête. Ainsi, ils disposent trois groupes d'enquête : les bénéficiaires aux différents programmes du FNE (traités), les inscrits et non bénéficiaires (intention), les non-inscrits. Bien que le FNE se fait entendre à travers les médias (Radi, Télévision), la sensibilisation dans les universités, peu d'individu (23.6%) viennent s'inscrire. Les inscrits pensent que le FNE peut être une solution pour leur accès à l'emploi ou à l'auto emploi (demandeur autonome, semi autonome, non autonome).

Les non inscrits se disent que FNE ne peut pas les aider. Concernant la participation effective au programme, la majorité viennent au FNE pour consulter les journaux, rencontre conseiller emploi, consulté les offres d'emploi. Quel que soit cette fréquentation, il faut attendre en moyen plus de 3 mois pour bénéficier de la formation, plus d'un an pour la formation emploi.

En plus, les auteurs montrent à travers leur enquête qu'il n'existe pas de différence significative entre les inscrits et les non-inscrits en ce qui concerne leur durée de transition vers un emploi. En outre, l'emploi salarié apparaît comme le type d'emploi prépondérant et les salaires sont plus importants chez les inscrits comparativement aux non-inscrits. En observant la situation sur le marché du travail, il constate aussi que la participation augmente la Probabilité d'avoir du CDI, les emplois réguliers, le revenu du travail. Il existe des différences significatives entre les inscrits et non inscrits au FNE. Les emplois salariés sont prépondérants, les salaires sont plus importants chez les inscrits. Le PED permet d'avoir un accès rapide à l'emploi en moyen 1,8 mois dans une entreprise formelle, 15 mois pour les non bénéficiaires. Concernant les contrats d'emploi, il faut 14,66 mois pour avoir un CDI, 20,8 mois pour les non bénéficiaires. Enfin, les auteurs concluent disant que la majorité des inscrits au FNE voudrait s'installer à leur propre compte, plus l'âge augmente, plus les inscrits voudraient s'installer à leur propre compte.



Présentation de WAMBA Joachim



Présentation FOUKOU Carel

Après cette présentation, l'assiste s'interroge

- Pour le consentement à payer : il faudrait stratifier les montants à payer pour accéder à la fonction publique en fonction du secteur ou de concours ;
- Regarder les questions sur la durée de rentabilisation de montant payer ;
- Croiser le salaire et la durée du chômage pour améliorer l'analyse ;
- Est-ce-que la différence de salaire entre les inscrits et les non-inscrits est significative ;
- Quel est la transition entre les SPE et la fonction publique, aussi quel est l'objectivité ; de la question sur la corruption
- L'environnement économique, les SPE travaillent avec les entreprises formelles (existantes), pourquoi pas avec les informelles
- Pourquoi la différenciation de salaire entre les inscrits et non-inscrits alors qu'il y a une législation sur les salaires minimums

2 Rapport Côte d'Ivoire

Par le Pr GBAKOU

L'intervenant commence son propos par la présentation du contexte ivoirien du marché du travail en faisant une comparaison sur la croissance économique et la croissance démographique, entre les emplois du secteur formel et informel. Pour la collecte des données, ils se sont rapprochés des SPE pour avoir le fichier de leurs bénéficiaires. Ce qui a permis de collecter 941 bénéficiaires, 10040 non bénéficiaires semblables aux bénéficiaires, 3479 non-inscrits auquel 80% était du PEJEDEC. De ces

données, on s'est intéressé aux transitions professionnelles, les femmes et hommes bénéficiaires,

Intervention

- Pourquoi il y a baisse de la croissance démographique ; inadéquation avec le marché de l'emploi et formation ;
- Vu les résultats de cette étude, quelles sont les recommandations pour les SPE et les Bailleurs ?
- N'y aurait-il pas un biais de l'échantillonnage au vu des résultats ;
- Pourquoi après avoir bénéficié des SPE (stage) les demandeurs d'emploi n'arrivent toujours à accéder à l'emploi ;
- **Il faut professionnaliser les études universitaires en faisant que les étudiants puissent effectuer des stages en entreprise durant leur parcours**
- Pour résoudre le problème d'inadéquation emploi/travail, les états ont misé sur la formation. A la sortie de cette formation les jeunes n'ont pas d'emploi, d'autres se rendent aux SPE pour obtenir un emploi. Pourquoi après les aides des SPE les demandeurs se retrouvent dans l'informel ? pour l'éviter il faut amener les entreprises informelles à se formaliser pour être partenaire des SPE.
- Est-il possible d'élargir le partenariat des SPE avec les entreprises au PME (formelles et informelles)
- L'enquête des sortant 6 mois après la sortie des SPE en CI se fait tous les un an.



Présentation de quelques travaux de recherches par le Pr GBAKOU



Présentation de quelques travaux de recherches par le Pr

3 Rapport Congo Brazzaville

En présentant un plan de l'exposé qui va du contexte, de la politique nationalité, de la politique de l'emploi à la conclusion en passant par la méthodologie et les résultats, le présentateur expose la vulnérabilité du marché du travail au Congo. Taux de chômage élevé (30,5 % de jeunes chômeurs de 15-29 ; 39 % de jeunes chômeurs en milieu urbain ; 11,07 % en milieu rural), adéquation formation/emploi, sous-emploi, ... En présentant les canaux de recherche d'emploi (fonction publique, placement par un centre de formation, initiative personnelle, annonces radio/journal, directement auprès de l'employeur), il présente l'ONEMO (qui a été dissous) comme la seule agence de placement. En utilisant la base de données de l'ONEMO comme base de sondage, les données sont collectées sur les individus de 15 à 35 ans auquel 70,95% avaient bénéficié d'un emploi selon le déclassé (29,05% non déclassé). Cette collecte s'est faite par les documents et l'enquête de terrain. Pour cela, on avait deux support (enquête ménage) de 1981 individus (424 Bénéficiaires, 770 non-bénéficiaires, 759 ménages). Ainsi, l'auteur constate par des simples statistiques descriptives que les taux de chômage des jeunes restent élevés dans tous les groupes d'âges, à savoir : 15-29 ans, 25-29 ans et 30-34 ans. En plus, les jeunes de niveau d'instruction supérieur mettent en général plus de temps au chômage que ceux ayant des bas niveaux d'instruction. Les jeunes ont de plus en plus recours à l'ONEMO, avec néanmoins un pourcentage de ceux qui accèdent à l'emploi par ce canal qui demeure très faible. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à bénéficier des programmes des structures en charge des questions liées à l'emploi. Observant ces résultats, les autres participants se questionnent sur :

Le partenariat (dialogue) entre les universitaires et les praticiens pour l'amélioration de l'adéquation formation-emploi.

- Pourquoi les diplômés de l'enseignement supérieur sont plus au chômage que les ceux de l'enseignement secondaire et primaire.



Présentation Congo Bazzaville

4 Rapport d'enquête Tchad

Par Dr GADOM Djal-gadom

Pour mener l'étude au niveau du Tchad, l'auteur se concentre sur le programme phare de l'ONAPE (PADE) créé en 2012 qui facilite l'insertion des jeunes sur le marché de travail. Ainsi, la collecte de données s'est concentrée sur la base de sondage du PADE et la ville de N'Djamena (10 arrondissements) sur deux mois (allant du 05 Août au 05 Octobre 2017). Au final, 3249 jeunes dont 2258 individus contactés par téléphone (976 jeunes bénéficiaires du PADE, 1282 Demandeurs non bénéficiaires et 991 jeunes n'ayant aucune connaissance du PADE). De cette enquête totale, 46,59% connaissent l'ONAPE à travers un proche ; 33,42% d'autres le connaissent à travers les médias et 13,6%, à travers une campagne d'information dans un lieu public. L'auteur note aussi, 76,29% des inscrits sur la liste des demandeurs des services de l'ONAPE sont motivés par les propositions d'embauches, 18,3% estime une offre de formation et 1,3% espèrent un financement. Aux vues des taux de réponses des inscrits ayant en 2014 (23,8%) et 2015 (20,6%), les auteurs considèrent 2014 et 2015 comme l'année d'inscription aux différents programmes de l'ONEMO (PADE, PAE, TRE, Offre d'emploi, conseil appui). Parmi cet inscrit, 3247 recherchent activement l'emploi. Aux sorties de collecte de données, l'auteur conclut sur un certain nombre de résultats : le canal d'obtention

de l'emploi est plus faible (3,5%) par rapport aux relations personnelles (parents, amis, etc) qui représentent 37,8%. Le PADE est un réel programme d'insertion des jeunes : seulement 1 bénéficiaire sur 100 est au chômage. Le taux de chômage des jeunes a fortement augmenté, de 3,14% en 2010 pour atteindre 26,4% en 2017 et est concentré dans le 7^{ème} arrondissement où 53% des chômeurs y proviennent. Les détenteurs des diplômes dans le domaine des sciences sociales (35,4%), santé et protection sociale (17%), les jeunes de 25 à 35 ans (77%), les détenteurs de licence (51%). De cette étude, il ressort aussi que le temps moyen mis par ces travailleurs avant de trouver cet emploi est de 52 mois soit 4 ans et 4 mois.

Recommandation :

- Il faut mettre une stratégie pour suivre les bénéficiaires après avoir bénéficié des services de l'ONAPE
- Il faut croiser les variables bénéficiaires des SPE et les variables obtention d'emploi pour voir l'effet exacte des SPE.
- Comment vous aviez mesuré la connaissance de l'ONAPE
- Il faut mettre l'accent sur la communication dans les SPE pour améliorer la connaissance des SPE et diversifier les partenaires



Présentation Tchad

5 Rapport d'enquête Sénégal

par

Pr Abou KANE

Le professeur Abou commence par une évaluation du taux de chômage au Sénégal qui va de 5,6% en 2002 à 15,4 % en 2017 avec un pic 16,6% en 2016 et le dispositif de promotion de l'emploi en génération des dispositifs d'emploi : Avant 2000 (ONFP, DE (CNEE), FONDEF ou actuel 3FPT), Début des années 2000 (FNPI, ANEJ, ANAMA, AJEB, APDA), à partir de 2012 (ANIDA, ANPEJ, PRODAC, PSE-J, 3FPT, DER). Cette variation du taux de chômage et le développement de nombreux programmes pour résoudre le problème de l'employabilité pour l'auteur à évaluer ces dispositifs mise en place. En mettant le développement du dispositif de promotion de l'emploi en face d'une Hausse du nombre de jeunes, l'auteur se pose la question de savoir Quelle est l'efficacité du dispositif et son impact sur l'amélioration de l'insertion professionnelle des jeunes ? Pour répondre à cette problématique, il fixe l'objectif d'évaluer la capacité des agences/programmes de promotion de l'emploi à recevoir et à satisfaire tous les individus qui sollicitent leurs services ; d'analyser le dispositif de création d'emplois ainsi que la perception des cibles sur ce dispositif ; d'évaluer l'impact des programmes de la CNEE sur les transitions (durée de chômage, statut dans l'emploi, stabilité de l'emploi, etc.) sur le marché du travail. En s'appuyant sur la convention Nationale Etat-Employeurs (depuis 1987 ; renouvelée en 2000 puis en 2009), l'auteur utilise une base de sondage provenant des programmes ayant été mis en œuvre pendant un temps assez long pour permettre une évaluation d'impact. Ce qui a d'ailleurs permis à l'auteur d'enquêter **2755** individus soit **92%** de l'objectif (**842** bénéficiaires, **996** demandeurs non bénéficiaires et **917** témoins). **41,4% de femmes** et 58,6% d'hommes. Suivant cette enquête, les diplômés en sciences sociales, commerce et droit sont plus touchés par le phénomène du chômage (41%), Lettres et arts 11%), l'ingénierie et l'industrie (4%). La femme (56%) demande plus d'emploi que les hommes (43%) et 47% d'hommes ont bénéficiés contre 52% de femmes.

Recommandation :

- Réduire les délais de traitement des dossiers (délai moyen étant de 7 mois actuellement);
- Développer des programmes orientés vers l'embauche : moins de 3% des jeunes veulent une formation, moins de 10% cherchent un financement alors 84% cherchent une embauche ;

- Accroître l'attractivité du contrat d'essaiage (auto emploi) ;
- Renforcer la qualité de l'accompagnement des jeunes par les conseillers en emploi : 56% des demandeurs n'ont jamais rencontré un conseiller en emploi et seules 22% des interactions sont consacrées à des rencontres avec des conseillers en emploi ;
- Mieux prendre en compte les spécificités des femmes : même si leurs demandes sont plus satisfaites que celles des hommes (50% contre 43%), l'impact des programmes sur les hommes est plus élevé.

Remarque des participants :

- Taux de chômage très élevé (11,23%) prête à confusion sur le taux du chômage au sens du BIT. L'INSS donne le taux de chômage à 14,6%
- Le taux de réponse favorable en baisse n'est-il pas lié au nombre d'observation
- Pourquoi le taux de chômage est plus élevé chez les femmes
- Les SPE doivent s'inscrire dans un processus d'amélioration continue
- Comment améliorer les politiques d'embauche
- Comment améliorer la spécificité des femmes dans SPE



Section 2 : Présentation des articles ou documents de recherche

1 Cameroun : SPE et vitesse d'insertion sur le Marche du Travail

Par

Carrel FOKOU

Université de Maroua, Cameroun

L'auteur commence son propos par l'historique sur la situation du marché du travail en Afrique depuis l'indépendance. En présentant les trois séquences de cette situation du marché du travail (1960-1963, 1984-1990, 1990 à nos jours), l'auteur présente les différents programmes mis en œuvre dans les pays cibles pour résoudre le problème rencontré sur le marché du travail. Il s'agit de : Fonds National de l'emploi au Cameroun (FNE), Office National de l'Emploi et de la Main d'œuvre (ONEMO) au Congo Brazzaville, Agence Emploi Jeune qui remplace l'Agence d'Etude et de Promotion de l'Emploi (AGEPE) en Côte d'Ivoire, Direction de l'emploi au Sénégal, l'Office National pour la Promotion de l'Emploi (ONAPE) au Tchad. En observant l'évolution d'indicateurs d'insertions des jeunes ayant bénéficié des services de ce différent programme, l'auteur se pose la question de savoir quel est l'effet des SPE sur la vitesse d'insertion sur le marché de travail ? l'auteur s'appuie ainsi sur la littérature existante (Kouakou, 2010, Shubha et al., 2018; Caliendo et Schmidl, 2016 ; Adoho et al., 2014, Card et al., 2017; Kluve, 2010) pour montrer une rareté des évidences empiriques sur l'évaluation des services publics d'emploi en Afrique en général et en Afrique subsaharienne en particulier.

Pour répondre à sa préoccupation, il utilise les données de l'enquête intitulée « Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone » dans 5 pays de l'Afrique Francophone (Cameroun, Tchad, Congo, Sénégal et Côte d'Ivoire) réalisée en 2017 auprès de 10 247 individus inscrits dans un SPE (4 528 inscrits bénéficiaires, 5 719 inscrits non-bénéficiaires). En utilisant la méthode d'appariement par score de propension (Appariement par les voisins les plus proches, l'appariement par la fonction de noyau etc.), l'auteur trouve que la durée de l'insertion est de 3 mois pour les programmes de formation.

2 Côte d'Ivoire : L'impact des programmes d'emploi sur la situation professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire

Par

ASSI Bertrand Sylvestre*

CREMDIDE

L'auteur part du défi majeur des décideurs qui est celui de permettre aux jeunes diplômés de trouver un emploi en adéquation avec leur formation, pour montrer les difficultés que les jeunes rencontrent sur le marché du travail. Il rappelle d'ailleurs que, l'enquête sur l'insertion des diplômés de l'enseignement et de la formation professionnelle de 2016 en Côte d'Ivoire, a montré que seuls 14,33% ont pu s'insérer 8 mois après leur formation (SEETFP,

2017), 84,1% des chômeurs sont en milieu urbain, avec une forte concentration à Abidjan (49,6%), chez les jeunes de 14-35 ans (70,3%) et parmi les personnes ayant un niveau d'instruction « secondaire » ou « supérieur » (54,2%). Sur ces conditions, les jeunes acceptent n'importe quelles formes d'activités génératrices de revenu. Face à ces difficultés sur le marché du travail, l'Etat Ivoirien a mis sur pieds plusieurs politiques (PAE, PSCE, les fonds sociaux, PAJD, PEJEDEC, C2D, etc.) depuis les années 1990 pour faciliter l'insertion des jeunes sur ce marché. Suite à ces programmes, l'auteur se pose la question de savoir si ces politiques d'emploi ont véritablement un impact sur les bénéficiaires ? Pour cela, il se fixe pour objectif d'évaluer l'impact des programmes d'emploi sur la situation professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire. Pour appuyer son objectif, l'auteur s'est rapproché de la littérature récente sur la question (Thomaz Alvares de Azevedo et Jeff Davis (2010) ; Bandiera et al (2010) ; Bertrand Mariane et al. (2016), Djezou, et al. 2016), Jochen, et al. 2019) ; Fougère, Goux et Maurin (2001), Brodaty, Crépon et Fougère (2002), Kouakou (2006, 2009)) et utilise les données de l'enquête intitulée « Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone » (CREMIDE, CRDI) réalisée en 2017 auprès de **3402 individus (941 Postulants Bénéficiaires, 1040 Postulants Non Bénéficiaires et 1421 Non Postulants)**. En plus il utilise une technique d'appariement ou PSM (Kernel, radius, 5 plus proches voisins) pour évaluer véritablement l'effet net lié au service public d'emploi. Cette méthode permet à l'auteur de trouver les résultats très pertinents à savoir : Les détenteurs du BTS/DEUG/DUT ou d'une « MAITRISE » diminue la probabilité de recourir aux programmes d'emploi respectivement de 14,2% et 25,7%, de même que les jeunes des filières techniques, professionnelle et ceux issus des Sciences Sociales et juridiques que les jeunes des Lettres et Arts. En plus il montre que l'effet net des programmes d'emploi en côte d'Ivoire en terme rémunérations est 34 676F CFA.

Recommandation

- Renforcer le dispositif de formation de sorte que les étudiants acquièrent de l'expérience étant encore à l'école
- Mettre en place un service pour le suivi-évaluation pour les bénéficiaires des SPE
- Cibler les populations les plus vulnérables
- Améliorer la collecte et la diffusion d'informations sur le marché du travail



3 Congo Brazzaville : Effets du type d'emploi sur le bonheur des jeunes âgés de 15 à 34 ans en République du Congo

Par :

Olga Euphrasie NGAKALA AKYLANGONGO

Jean Roméo Félix KOUIKA BOUANZA

Denis Bill LOUBELO

Faculté des Sciences Économiques et LARES,

Université Marien NGOUABI

L'objectif de cette présentation est d'analyser le bonheur des individus en fonction du type d'emploi occupé à la sortie des différents services (formation, intermédiation, appui ou subvention pour l'auto-emploi) des SPE. Pour étayer leur propos, les auteurs partent du débat théorique sur la théorie du bonheur auquel : d'un côté, certains (Becker, 1962 ; Lucas et al., 2004 et Stutzer et Frey, 2012) pensent que l'emploi salarié est un facteur prépondérant de la détermination du niveau de bonheur subjectif individuel. Alors que d'autres (Hytli, 2013 ; Blanchflower et Oswald, 1998 et Hundley, 2001) soutiennent plutôt que les emplois non-salariés (les emplois indépendants) concourent nettement à plus de bonheur subjectif individuel. En appuyant ce débat théorique par les études empiriques (Knabe et al., 2010 ; Di Tella et al., 2003 ; Easterlin, 2002, Hinks et Gruen, 2007), les auteurs construisent un indicateur composite du bonheur à travers l'analyse des correspondances multiples (ACM) comme le montre Ngakala (2018), Stutzer et Frey (2012) et Cahuzac (2008). La notion du bonheur étant très subjective, les auteurs intègrent dans cet indice les variables telles que la santé, le capital social, l'inégalité de revenu, l'emploi, le revenu et l'éducation, tout en

utilisant les données d'enquête de EAPEC (2018) réalisée par le CRDI en 2018. Après avoir caractérisé cet indice en trois alternatives (pas heureux, heureux et très heureux), les auteurs utilisent la technique du Probit multinomial ordonné pour produire les résultats intéressants. En utilisant la méthode du maximum de vraisemblance, les auteurs montrent que l'emploi salarié augmente le bonheur des jeunes heureux, amoindrit le bonheur des jeunes très heureux et enfonce les jeunes malheureux dans le malheur.

En guise de recommandation, les auteurs rappellent de pour tenir compte de l'hétérogénéité des niveaux de bonheur, dans la formulation des politiques économiques, afin de permettre l'accès des jeunes à des emplois à même de contribuer à l'amélioration de leurs niveaux de bonheur.

Selon l'auditoire, ce papier présente beaucoup d'incongruités sur le plan du fond surtout en ce qui concerne la population étudiée, la méthodologie utilisée et les analyses économiques.



Présentation de quelques résultats de recherche

JOUR 3 : Présentation des articles ou documents de recherches, suite

Section 1 : Présentation des articles ou documents de recherche (suite)

1 Tchad : Genre et insertion socio-professionnelle des diplômés sans expériences en milieu urbain tchadien : cas de la ville de N'Djaména

Par

Gadom Djal-Gadom

LAEREAG-Université de N'Djaména, Tchad

En mettant l'insertion socio-professionnelle des jeunes diplômés au cœur des débats sur l'avenir de l'Afrique subsaharienne (la capacité des pays africains à tirer profit du « dividende démographique », les opportunités de développement socioéconomique), l'auteur expose le contexte tchadien en ce qui concerne le délai pour entrer dans la vie professionnelle, une baisse du taux de chômage de 58% entre 2003 et 2011 liée à la création d'emplois favorisée par l'implantation et la création des nouvelles entreprises grâce à l'exploitation du pétrole, l'insertion (diminution des emplois, inadéquation entre formation et emploi, faiblesse des investissements), 79,1% des chômeurs sont en milieu rural dont 30% sont des femmes. Ce contexte amène l'auteur à *évaluer l'influence du genre sur l'accès à l'emploi des jeunes diplômés sans expérience en milieu urbain au Tchad*. Analyse les différences de genre dans le calendrier d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et d'explorer les chances d'insertion socioprofessionnelle selon le genre, impulsées par le domaine de formation des jeunes. En accrochant son étude sur la littérature existante (Doumbouya et *al.*, 2011, Calvès et Kobiané, 2014 ; LeBreton, 2009 ; Bourdon et Cleaver, 2000 ; Cloutier, 2005; Lalande & Laverty, 2005; Bujold & Gingras, 2000; Kirkpatrick et *al.*, 2002), l'auteur utilise les données provenant de l'enquête sur l'amélioration des politiques d'emplois jeunes au Tchad, réalisée en 2017 par le CRDI auprès de 3249 individus résident à N'Djaména (976 bénéficiaires PADE de l'ONAPE, 1282 demandeurs non bénéficiaires, 991 témoins qui n'ont aucune connaissance de ce programme). En appliquant la méthode d'estimation logit et Probit sur ces données, l'auteur montre que les femmes ont 14,83% de chance de moins que les hommes pour trouver un emploi. La participation au PADE permet aux jeunes diplômés d'augmenter leur chance d'insertion socioprofessionnelle de 5,6%. Bien que la femme ait moins de chance de s'insérer,

sa participation au PADE augmente sa chance d'insertion de 8,3%. Les diplômés des domaines tels que les « sciences de l'éducation », « sciences sociales, commerce et droit » ; « ingénierie, industries de transformation » et « agriculture et sciences vétérinaires » ont respectivement -15,6%, -10,9%, -5,3% et -13,1% de chance de trouver de l'emploi par rapport aux détenteurs de diplômes dans le domaine des sciences pures (Maths, Physique, chimie et SVT).

Recommandation

- Pour améliorer l'insertion des jeunes dans le milieu urbain tchadien, il convient d'étendre le programme PADE à toutes les autres villes du pays avec un focus spécifique aux femmes puisqu'elles ont moins de chance sans ce programme.
- Il est de la nécessité du Gouvernement d'orienter les formations des jeunes en adéquation avec les besoins réels du marché d'emploi et de miser plus sur les écoles de formation scientifiques et des métiers.

2 Tchad : Demande et impact des stages professionnels pour jeunes diplômés sans expérience en milieu urbain tchadien : une analyse quasi-expérimentale

par

MABALI ARISTIDE

LAEREAG-Université de N'Djamena, Tchad

L'auteur fait un argumentaire sur la fragilité politico économique du Tchad, tout en exposant la situation d'insertion des diplômés (300 000 jeunes diplômés arrivent chaque année sur le marché de travail) dont moins de 8,5% seulement s'insèrent dans le secteur moderne, un chômage très élevé chez les sortants du supérieur (50%). Il rappelle d'ailleurs, seul 36% des sortants de l'université exercent un emploi correspondant à leur formation alors que 50% sont sans emploi et 14% exercent une activité sous-qualifiée par rapport à la formation reçue. Ce qui montre un bilan formation-emploi auquel les universités produisent entre 7 à 8 fois plus de main d'œuvre qu'en demande l'économie. Le pouvoir public n'étant pas resté sans réaction, plusieurs programmes ont été créés tels que : l'Office National pour la Promotion de l'Emploi (ONAPE) en 1992, la création du Fonds National d'Appui à la Formation Professionnelle (FONAP) en 1993, le Fonds National d'Appui à la Jeunesse (FONAJ) en 2010, l'Observatoire de l'Education, de la Formation et de l'Emploi (OBSEFE), l'adoption de la Politique Nationale de l'Emploi et

de la Formation Professionnelle (PNEFP) en 2014, la création du Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits métiers en 2015. **Malgré la création de ces institutions et l'adoption des politiques publiques, la question de l'emploi reste une préoccupation majeure** ; raison pour laquelle l'auteur se propose d'évaluer les performances du programme stage pré-emploi (PADE) qui permet aux jeunes nouvellement diplômés et sans expériences de s'insérer professionnellement. Tout en rappelant que le PADE s'adresse aux jeunes âgés de 18 à 45 ans, de deux sexes, n'ayant aucune expérience professionnelle et à la recherche d'emploi, l'auteur utilise les données CRDI collectées en 2017 auprès de 3249 jeunes dont 1 125 (34,62%) bénéficiaires du PADE, 1 196 (36,91%) des inscrits non bénéficiaires du PADE et 928 (28,56%) des non-inscrits au PADE. Sous l'hypothèse que l'insertion professionnelle et le niveau de salaire peuvent dépendre des caractéristiques observées et non observées, l'auteur utilise la **méthode d'appariement des scores de propension (PSM) pour montrer que les bénéficiaires du PADE ont plus de chance (5,9%) de s'insérer professionnellement que les inscrits au PADE n'ayant pas encore bénéficié des avantages du programme**. En plus, les bénéficiaires du PADE gagnent en moyenne 15 370 FCFA de plus que les candidats inscrits non bénéficiaires. Les bénéficiaires du PADE ont 3,1% de chance de plus que les personnes non inscrites au programme de s'insérer professionnellement. Les bénéficiaires du PADE ont un niveau de salaire moyen supérieur aux non bénéficiaires (groupe de contrôle 2). L'auteur conclue ainsi que le PADE améliore l'insertion professionnelle et le salaire des bénéficiaires.

Recommandations :

- Assurer la pérennité institutionnelle et financière du PADE ;
- Faire converger à l'échelle provinciale l'expérience du PADE en tenant compte des approches de développement sectoriel ;
- Impliquer les organisations non gouvernementales dans les espaces de concertation pluri-acteurs organisés à l'initiative des pouvoirs publics.



3 Sénégal : Efficacité du Dispositif d'Accompagnement à L'insertion Professionnelle des Jeunes au Sénégal

par

Mamadou Laye NDOYE

Sénégal

En confrontant les 200 000 nouveaux demandeurs d'emplois qui arrivent sur le marché du travail sénégalais chaque année à 30 000 nouveaux emplois (ANSD, 2016), l'auteur montre que l'emploi est un défi universel qui se pose avec acuité à tous les gouvernements. Pour répondre à cette préoccupation l'état sénégalais a mis sur pieds des **politiques et programmes pour promouvoir l'insertion professionnelle dont l'objectif est** d'offrir aux jeunes une formation pratique leur permettant de trouver un emploi, offrir les financements pour améliorer l'entrepreneuriat et donc l'autonomisation des jeunes et des femmes. Mais, avec ces politiques et programmes, le chômage et sous-emploi reste un réel problème avec une détérioration du taux d'occupation (43,8 % en 2011 à 37 % en 2017), un taux de chômage de 15,7% (16,5% chez les femmes contre 5,9% chez les hommes) et sous-emploi (27,7%) élevé. Au-delà de ces statistiques sur le marché du travail, l'auteur s'interroge sur l'efficacité du dispositif d'accompagnement. Pour cela, il se fixe pour *objectif d'évaluer l'efficacité du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes tout en insistant sur les différences genres*. L'auteur s'appuie sur le cadre de la théorie du capital humain (Becker,

1964), théorie de la segmentation du marché du travail (Doeringer et Piore, 1971), théorie de la quête d'emploi (Lippman et McCall, 1976, 1979), théorie de l'appariement (Jovanovic, 1979) et utilise une méthode de régression logistique multinomial sur les différentes dimensions d'insertion (CDI, CDD, Chômage, Employeur, autres). Ainsi, l'auteur conclut que : Le passage par un programme d'accompagnement améliore certes l'employabilité des jeunes mais n'a pas permis de promouvoir suffisamment leur auto-emploi. Bénéficier d'un programme de « stage d'apprentissage » ou d'un « stage de requalification » a une influence positive et significative sur l'obtention d'un CDI ou d'un CDD. Les stages d'incubation et les programmes d'essaimage destinés pourtant à accompagner les jeunes diplômés aspirant à un emploi indépendant ne semblent pas avoir produit les effets escomptés. Une analyse différenciée selon le sexe révèle que plus les femmes sont éloignées du département de Dakar plus le risque d'être au chômage est élevé. Les hommes accèdent plus facilement au statut d'employeur que les femmes. Les programmes « contrat de stage et d'apprentissage » profitent beaucoup plus aux hommes qu'aux femmes. En revanche, les programmes de stage d'adaptation et de requalification ainsi que ceux des stages d'incubation accroissent plus les chances d'insertion des femmes que celles des hommes.

Recommandations :

- Les programmes mis en œuvre pour promouvoir l'emploi des jeunes au Sénégal sont efficaces puisqu'ils améliorent les chances des bénéficiaires d'accéder à des emplois stables mais, ne garantissent pas suffisamment la promotion de l'auto emploi.
- L'Etat, en collaboration avec les employeurs du secteur privé devrait donc encourager et pérenniser ces programmes afin de réduire de manière considérable le chômage de longue durée et la précarité de l'emploi sur le marché du travail au Sénégal.
- Accompagner davantage les femmes, les jeunes et les plus diplômés dans la création d'entreprise.



4 Cameroun : Analyse des déterminants du recours aux SPE en Afrique subsaharienne francophone

Par

WAMBA TINDO Joachim

Université de Yaoundé II, Cameroun

L'auteur part des effets néfastes de la crise économique des années 80 sur les économies d'Afrique subsaharienne francophone pour montrer l'importance de la création des Services Publics de l'Emploi (SPE) à l'instar du FNE au Cameroun, de l'ONEMO au Congo Brazzaville, de l'AGEPE en Côte d'Ivoire, de la Direction de l'emploi au Sénégal et de l'ONAPE au Tchad. Suite à l'absence des incitations (allocation chômage, minimas sociaux, etc.) et le recours marginal aux programmes de promotion de l'emploi (environ moins de 6% au Cameroun (EESI 2005 2010)), il se propose *d'analyser les déterminants du recours des jeunes au SPE*. Il s'appuie ainsi sur la littérature montrant les effets des caractéristiques personnelles (Weber, 2008 ; Heckman et Smith, 2004, Heckman et Smith, 2004, Heckman et Smith 1999), des facteurs socio-économiques (Duflo et al., 2006 ; Saez, 2009, Duflo et al., 2006 ; Saez, 2009, Moffit, 1983) et des spécificités des jeunes (Dragos et al. 2010 ; Corden, 1987, Warin, 2008) sur le recours aux SPE. Pour atteindre son objectif, il utilise les données d'enquête sur l'Amélioration des Politiques d'Emploi (EAPE), appliquées par *probit bi-varié* appuyé par le cadre conceptuel de Heckman et Smith (2004). En considérant la SPE mère et autres programmes de promotion à l'emploi, l'auteur montre une forte corrélation positive et significative entre la connaissance de la

SPE mère et les autres programmes de promotion d'emploi. Il conclut ainsi sur une complémentarité entre les différents programmes de promotion d'emploi dans la quasi-totalité des pays étudiés.

Recommandations :

- Les pouvoirs publics devraient identifier les segments dans lesquelles les SPE ont un avantage comparatif
- Regrouper les SPE qui offrent les services similaires en un guichet unique afin de renforcer leur efficacité.

5 Côte d'Ivoire : Politiques actives du marché du travail et durée du chômage des jeunes en Côte d'Ivoire

Par

Pr GBAKOU

Enseignant-chercheur UFR-SEG – CREMIDE

En faisant une caricature des difficultés que rencontrent les jeunes sur le marché du travail, l'auteur expose quelques statistiques : 90% des jeunes dépendants des exploitations familiales et du secteur agricole, 17 % et 10 % de chômeurs respectivement jeunes de 26 ans et 34 ans, 70,3 % de chômeurs chez les jeunes de 14-35 ans, 49,5 % chez les hommes sont les Chômeurs contre 50,5 % chez les femmes. Face cette situation, les SPE ont été créés pour remédier à la situation, bien que les études existantes montrent un impact non significatif de ces programmes. Ce qui amène les auteurs à vouloir analyser les déterminants de la durée de chômage des postulants bénéficiaires, non bénéficiaires et non postulants des programmes d'insertion. Pour mieux développer la notion de chômage long qui pourrait entraîner la dépréciation des compétences et des connaissances d'un individu, l'auteur fait appel à la théorie du signal qui suggère qu'en présence d'une asymétrie de l'information, les employeurs sont confrontés à une incertitude quant à la productivité des travailleurs lors de l'embauche. Ainsi, il se rapproche de la littérature existante (Lockwood, 1991 ; Kollmann, 1994 ; Lupi et Ordine, 2002 ; Mooi-Reci et Ganzeboom, 2014) pour appliquer une modélisation de hasard (risque) proportionnel de Cox (Cox, 1972) aux 3402 jeunes diplômés ivoiriens (941 postulants bénéficiaires, 1040 postulants non bénéficiaires des projets PEJEDEC et C2D volet mise en stage et 1421 non

postulants). L'auteur conclut que la participation au SPE réduire fortement la durée au chômage.



6 Congo Brazzaville : Les déterminants de la durée du chômage au Congo

Par

NDOMBI AVOUBA, MBOU LIKIBI et BANY
UNIVERSITE MARIEN NGOUABI

Dans cette analyse des facteurs explicatifs du chômage, l'auteur expose un contexte socioéconomique du Congo animé par un taux de chômage (30,5%) très élevé des jeunes ayant entre 15 et 29 ans. Ce taux est plus élevé en milieu urbain (39,0%) qu'en milieu rural (11,07%). En réaction à cette situation, les pouvoirs publics ont élaboré et mis en œuvre des programmes tels que le Programme Emploi Diplômé (PED) en 2004, le Programme d'appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER) en 2009 et d'autres tel que le Programme de Développement des Compétences pour l'Employabilité des jeunes (PDCE) en 2018. La persistance du chômage après la mise en place de ces différents programmes incite l'auteur à effectuer une analyse comparative des déterminants de la durée du chômage entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires des programmes d'emploi au Congo. En faisant l'hypothèse que les demandeurs d'emploi détiennent une information imparfaite sur les postes à pourvoir sur le marché du travail, l'auteur utilise une méthode logistique multinomial de propension appliquée aux données pour montrer que : la situation matrimoniale explique la durée du chômage dans les deux groupes (bénéficiaires et non bénéficiaires) ; Le salaire de

réserve réduit la durée du chômage. Par exemple, une augmentation de 1% du salaire de réserve entraîne une baisse de 19% et de 94% de la durée du chômage (toutes choses étant égales par ailleurs) respectivement chez les non bénéficiaires et les bénéficiaires. Scientifiquement, ces résultats rejoignent ceux de Kherfi (2015) et de Adair et al. (2007). L'auteur conclut que la réduction de la durée du chômage au Congo n'est pas le fait d'un salaire de réserve élevé, mais de pouvoir bénéficier des services des SPE.



Section 2 : Relecture des *policy briefs* et préparation de la session plénière

1 Relecture des *policy briefs*

- Cameroun
- Congo
- Tchad
- Sénégal
- Côte d'Ivoire



2 Préparation de la session plénière

Cette préparation est présidée par le coordonnateur du projet qui, après une concertation avec les représentants des équipes de recherche pays, il a tenu informer à tout(e)s participants la conduite à tenir.

Deuxième partie :

**COLLOQUE
INTERNATIONAL**

JOUR 4 : Colloque international

Introduction

La journée du **24 juillet 2019** quant à elle est dédiée à la dissémination des résultats de la recherche à l'ensemble des acteurs de l'administration publique, du secteur privé, de la Société Civile et des organismes internationaux. Les travaux de cette journée ont eu lieu à **l'Hôtel la Falaise Yaoundé de 8h00 à 17h00**. Alors, la conférence est présidée par le coordonnateur du projet qui, après une concertation avec les représentants des équipes de recherche pays, il a tenu informer tout(e)s participants de la conduite à tenir. Dans le cadre cette conférence l'ordre d'intervention était comme indiqué ci-dessous :

- Mot de bien venu du Recteur de l'Université de Yaoundé II-Soa
- Mot de SE le Mme l'Ambassadeur du Canada au Cameroun
- Mot d'ouverture de Monsieur les Ministres de l'Emploi et de la Formation professionnelle
- Bref exposé des résultats d'Enquêtes sur l'efficacité des services d'emploi au Cameroun

1 Mot de bienvenue du recteur de l'Université de Yaoundé II-Soa

Le Professeur Adolphe MINKOUCHE en sa personne de Recteur de l'Université de Yaoundé II-Soa, commence son propos par les salutations à l'endroit des Hautes personnalités (le haut-commissaire du Canada au Cameroun, les Ministres, les représentants des différents pays) et les participants à ladite conférence. En exprimant la parfaite gratitude de l'Université de Yaoundé II-Soa à avoir les différents partenaires qui ont accompagné ce projet dans sa mise en œuvre, il rappelle que cette conférence internationale se tient à un moment où la problématique d'insertion des jeunes sur le marché du travail se pose avec acuité en Afrique en générale et au Cameroun en particulier. Il félicite les administrations en charge de l'emploi (FNE au Cameroun, AEJ en Côte d'Ivoire, ...) d'avoir permis aux chercheurs d'accéder à leur base de données administrative qui a permis la collecte des données fondamentales dans l'implémentation de ce projet. En saluant les initiatives de certains ministères (ministère de la jeunesse et de l'éducation civique, ministère de l'agriculture et développement rurale, le ministère de l'élevage de pêche et des industries animales, ...) qui interviennent dans

l'élaboration la mise en œuvre et le suivi évaluation de la politique d'emploi dans les différents pays, il félicite l'intérêt de plus en plus accordé à la question d'insertion des jeunes tous en recommandant un focus sur les personnes vulnérables notamment les femmes et les personnes handicapées. Il a d'ailleurs rappelé l'animation de la conférence sur les politiques d'emploi tenues à Yaoundé le 7 et 8 novembre 2018 à l'hôtel *Mansel*, la formation sur le suivi-évaluation qui s'est tenue au *GPE* du 15 au 19 juillet 2019 et le déroulement de ladite conférence internationale. En fin il termine en remerciant le Ministre de l'emploi et de la formation professionnelle pour l'intérêt accordé à l'emploi des jeunes à travers plusieurs missions pris à cet endroit par son ministère.



2 Mot de SE Mme l'Ambassadeur du Canada au Cameroun

Le haut-Commissaire commence son propos par un bonjour adressé à toutes les parties prenantes (Ministre, Recteur, Doyen, Directeur et participant) à cette conférence. Elle se réjouit tout d'abord d'être parmi les ministres pour la restitution des résultats de ce projet « *amélioration des politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone* » et salue la forte participation des parties prenantes de la question de l'emploi des jeunes au Cameroun, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en République de Congo et au Tchad. Elle rappelle d'ailleurs que cette forte mobilisation traduit la conscience collective de l'enjeu du problème d'employabilité jeune et l'intérêt commun des résultats de cette recherche depuis près de trois années. En rappelant l'importance de la question de l'insertion professionnelle des jeunes

dans les cinq pays, elle montre que l'enjeu fondamental est de promouvoir une croissance inclusive permettant à toutes les composantes de population de jouer un rôle actif. Alors bien que les femmes et les jeunes soient acteurs majeurs de l'activité économique dans chacun des cinq pays impliqués dans ce projet de recherche, les défis spécifiques auxquels ils font face au marché du travail relèvent très souvent du secteur informel accroissant ainsi leur marginalisation et leur vulnérabilité. Par-là, elle montre que le CRDI est loin de faire un audit des programmes d'emploi, mais la coopération canadienne à travers ce CRDI traduit la volonté du Canada à accompagner les SPE de ces pays à trouver des solutions durables à l'emploi des jeunes. Elle conclut ses propos en précisant qu'au vu de la qualité des participants à cet atelier le CRDI est resté confiant qu'ils partiront avec quelques axes d'action.



3. Mot d'ouverture de Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Monsieur le ministre table son entrée de jeu par une gratification aux membres du gouvernement, le haut commissaire du Canada, l'équipe d'appui technique de l'OIT, les chefs de mission diplomatique, les représentants des organisations internationales, aux différentes délégations (du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Tchad), ainsi qu'aux distingués invités et aux différents participants. Il affirme toute sa joie de présider cette importante rencontre regroupant les universitaires, les chercheurs, les partenaires techniques et financiers et des autres acteurs des questions de l'emploi des jeunes dont le thème porte sur *Améliorer les politiques actives d'emploi des jeunes en Afrique francophone*.

Il montre que ce projet est en droite ligne avec les objectifs adoptés par le gouvernement depuis 2009 dans le DSCE qui fait de l'emploi un axe stratégique de sa politique développement avec la création de milliers d'emplois décens par ans pour le jeunes notamment. Surtout que le pays est caractérisé par un secteur informel d'environ 80% et d'un taux de chômage estimé à 13% au plan national dont 15% et 20% respectivement à Yaoundé et à Douala, avec les jeunes de la tranche d'âge 15 à 35 ans n'ont d'emploi décent, 2 000 000 de jeunes diplômés sans emploi par manque de qualification, 10 et 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année (BAD, 2016), BAD) de 2016 de la population africaine sont des jeunes. Par ce contexte, le mintage montre que cette conférence internationale se tient au moment où le problème d'insertion socio-professionnelles des jeunes se pose avec une acuité en Afrique francophone en générale et au Cameroun en particulier.

En faisant un bref aperçu sur le contexte mondiale, la population passera à plus de 11 milliards d'habitant à l'horizon 2100, auquel entre 3 milliards et 2 milliards seront des personnes en âge de travailler entre 15 et 35 ans et l'Afrique aura donc besoin de 2 millions d'emploi chaque mois d'ici 2040 pour satisfaire la croissance de sa population jeune.

Par ce contexte, il recommande de discuter des principales réalisations du projet, d'analyser les bilans des SPE, d'analyser l'efficacité de l'ensemble des meilleurs types des initiatives de projet de l'emploi des jeunes avec une insistance sur les femmes et les groupes vulnérables et d'autre part de rechercher les réponses appropriées à ces problèmes qui sont celles pris en compte par le gouvernement camerounais à travers le plan national pour l'emploi des jeunes en cours de mise oeuvre. Il finit en affirmant que nous devons ensemble parvenir à une nouvelle impulsion de l'emploi visant à inverser la courbe de chômage et de sous emploi dans nos pays respectif tout en restant convaincu que de cette rencontre sortira des révolutions pertinentes qui reflèteront la diversité et la validité de notre manière d'approche afin que nous regardons tous dans la même direction.



4. Bref exposé des résultats d'Enquêtes sur l'efficacité des services d'emploi au Cameroun

Pour présenter les résultats du projet, le coordonnateur commence son propos par les objectifs spécifiques liés à l'évaluation de l'efficacité des politiques actives d'emploi sur le marché du travail des pays africains francophones au sud du Sahara (Cameroun, Congo, Tchad, Côte d'Ivoire, Sénégal). Après avoir rappelé la méthodologie de l'étude en termes d'inputs, de genre et d'outils, il présente les structures concernées dans les différents pays ainsi que leur mission (formations, intermédiation, auto-emploi, information, études, ...). Pour atteindre ces objectifs, une collecte des données a été nécessaire pour le projet qui s'est déroulé du 16 avril 2016 au 24 juillet 2019. Cette collecte de données a concerné les : Bénéficiaires, non bénéficiaires mais inscrits et non bénéficiaires non-inscrits enregistrés entre 2012 et 2016 dans les SPE de base dans les différents pays cibles. L'étude a pu obtenir une base de 14 936 individus donc 4 730 ont bénéficié d'un traitement et près de 5 500 sont des femmes. Ces données ont permis la production de 5 rapports d'enquête à raison d'un rapport par pays et les policy briefs.

Pour une amélioration de ces rapports, les échanges avec les acteurs des SPE/programmes/projets d'emploi ont été organisés. L'atelier international de Dakar du 7 au 11 novembre 2016 ; l'atelier international de Yaoundé les 7 et 8 novembre 2018. Cet atelier a vu la participation de 16 hauts responsables en charge de la politique de l'emploi ; l'atelier international de Yaoundé portant sur la formation des professionnels des programmes/politiques d'emploi et la conférence internationale de dissémination des résultats. En plus, Il y a eu l'encadrement de 12 étudiants de doctorat et 12 étudiants du cycle

master ont été enrôlés dans le projet. 10 étudiants du cycle master ont été recrutés pendant la mise en œuvre du projet ; Parmi les 34 chercheurs, 9 sont des femmes ; 9 mémoires de Master ont été soutenus ; 3 thèses de doctorat ont été soutenues. En outre, près de 20 articles scientifiques sont en cours de finalisation : 7 au Cameroun, 3 au Sénégal, 3 en Côte d'Ivoire, 3 au Tchad et 4 Congo.

Avec les résultats de cette étude, il serait nécessaire :

- Que le suivi-évaluation soit intégré, effectif et orienté vers le sens d'amélioration des performances ;
- Que l'évaluation d'impact des politiques d'emploi en particulier et des politiques publiques en général soit intégrée dans notre fonctionnement ;
- Que les propositions et résultats du projet soient intégrés dans les différents plans d'action ;
- Que le genre soit toujours intégré dans nos différentes actions. Il s'agit des femmes et des autres personnes vulnérables.

Section 1 : Efficacité des dispositifs d'aide à l'emploi en Afrique

Modérateur : Pr FOMBA KAMGA Benjamin

Communication 1 : Directeur général du FNE, Cameroun

Le directeur commence son propos par les préalables sur les SPE. Pour cela, il rappelle que les politiques nationales de l'emploi existent mais ne sont pas imposées dans les politiques sectorielles. En insistant qu'il n'y a pas de politique nationale de l'emploi pour les jeunes, mais plutôt une politique nationale de l'emploi avec les populations, le directeur montre la nécessité de pouvoir imposer les politiques d'emploi à tous les secteurs économiques et aux acteurs économiques. En présentant un exemple de l'entreprise manufacturière et de BTP, il montre qu'il faut l'application de politiques d'emploi à tous les niveaux.

Pour ce qui est de l'efficacité des SPE, il rappelle que beaucoup a été fait par nos gouvernements avec la création des SPE depuis les années 90 et plusieurs programmes d'insertion. En prenant l'exemple de la France et du Canada créée en 1987, il expose un problème de faible financement des SPE comparativement à ceux du Canada dont le budget

est du ministère de l'emploi est supérieure à celui de l'armée. Le second problème est le système éducatif initial hérité du système colonial qui forme de manière générale, et que les jeunes sortent de ce système avec les diplômes général. Ce qui crée une inadéquation entre la formation et l'emploi. La faiblesse de nos économies à produire très peu de valeur ajoutée manufacturée. Il rappelle aussi que, plus on transforme les produits, plus on embauche et réduire par-là le chômage. Après cet état de lieu, le directeur expose pourquoi les SPE n'ont pas assez d'impact. Ainsi, bien que les SPE aient été créé depuis 1990 avec une association mondiale des SPE à l'appui, l'impact reste très limité puisque les chômages continuent à régner. Cet effet timide se justifie selon le directeur du FNE par la multiplicité des structures (existence de 4 à 5 structures de promotion d'emploi par pays) qui crée une dispersion des moyens et une dilution des actions. Le directeur fini son propos en disant que l'Afrique devrait exporter de la main d'œuvre si tout fonctionnait normalement. Il suggère que :

- Il faut que les lois liées aux politiques soient imposables à tous les autres secteurs ministériels ;
- Il faut les politiques d'incitation à l'emploi à tous les ministères ;
- Il faut concentrer tous les programmes liés au SPE à une seule structure qui peut avoir les exigences du marché du travail.

Après ce brillant exposé, l'auditoire l'apprécie par plusieurs questions d'éclaircissement.

- Si normal que l'Afrique doit exporter la main œuvre, mais comment expliqué les faits montrant que l'Afrique importe plutôt de la main d'œuvre. En prenant le cas du Cameroun l'intervenant dit « lorsqu'il faut réaliser les projets structurants on se rend compte qu'on importe plutôt de la main d'œuvre », pourquoi ?
- Est-ce qu'il n'y a pas moyen de trouver d'autres source de financement externe vu que le FNE se finance par les fonds publics ?
- Un autre intervenant suggère plutôt la création des services d'emploi basé sur les « success story » et de diversifier les financements en ayant d'autre bailleurs que l'Etat.
- Création d'un guichet unique des SPE
- Comment se fait entendre auprès des politiques en ce qui concerne les recommandations de ce projet.

L'ouvrage du directeur du FNE : « révolution des politiques d'emploi » inversion entre le paradigme de la croissance à l'emploi.



Communication 2 : Efficacité des politiques de promotion de l'emploi des jeunes au Sénégal

Par : Pr Abou Kane

Université de Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal

En confrontant les 200 000 nouveaux demandeurs d'emplois qui arrivent sur le marché du travail sénégalais chaque année à 30 000 nouveaux emplois (ANSD, 2016), l'auteur montre que l'emploi est un défi universel qui se pose avec acuité à tous les gouvernements. Pour répondre à cette préoccupation l'état sénégalais a mis sur pieds des **politiques et programmes pour promouvoir l'insertion professionnelle dont l'objectif est** d'offrir aux jeunes une formation pratique leur permettant de trouver un emploi, offrir les financements pour améliorer l'entrepreneuriat et donc l'autonomisation des jeunes et des femmes. Mais, avec ces politiques et programmes, le chômage et sous-emploi reste un réel problème avec une détérioration du taux d'occupation (43,8 % en 2011 à 37 % en 2017), un taux de chômage de 15,7% (16,5% chez les femmes contre 5,9% chez les hommes) et sous-emploi (27,7%) élevé. Au de ces statistiques sur le marché du travail, l'auteur s'interroge sur l'efficacité du dispositif d'accompagnement. Pour cela, il se fixe pour objectif d'évaluer l'efficacité du dispositif d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes tout en insistant sur les différences genres. L'auteur s'appuie sur cadre de la théorie du capital humain (Becker, 1964), théorie de la segmentation du marché du travail (Doeringer et Piore, 1971), théorie de la quête d'emploi (Lippman et McCall, 1976, 1979), théorie de l'appariement (Jovanovic, 1979) et utilise une méthode de régression logistique multinomial les différentes dimensions d'insertion (CDI,

CDD, Chômage, Employeur, autres). Ainsi, l'auteur conclut que : Le passage par un programme d'accompagnement améliore certes l'employabilité des jeunes mais n'a pas permis de promouvoir suffisamment leur auto emploi. Bénéficier d'un programme de « stage d'apprentissage » ou d'un « stage de requalification » a une influence positive et significative sur l'obtention d'un CDI ou d'un CDD. Les stages d'incubation et les programmes d'essaimage destinés pourtant à accompagner les jeunes diplômés aspirant à un emploi indépendant ne semblent pas avoir produit les effets escomptés. Une analyse différenciée selon le sexe révèle que plus les femmes sont éloignées du département de Dakar plus le risque d'être au chômage est élevé. Les hommes accèdent plus facilement au statut d'employeur que les femmes. Les programmes « contrat de stage et d'apprentissage » profitent beaucoup plus aux hommes qu'aux femmes. En revanche, les programmes de stage d'adaptation et de requalification ainsi que ceux des stages d'incubation accroissent plus les chances d'insertion des femmes que celles des hommes.

Recommandations :

- ❑ **Du point de vue de l'efficacité des programmes :** Réduire les délais de traitement des dossiers (**délai moyen étant de 7 mois actuellement**) ; *Suppression des facteurs subjectifs* (appartenance politique, géographique ou autres) pouvant empêcher certains jeunes de déposer leur dossier (PSM vs. MTE)
- ❑ **Du point de vue de la diversification des types de programmes :** Adapter les programmes aux besoins des jeunes : moins de 3% veulent une formation, moins de 10% cherchent un financement alors que 84% cherchent une embauche
- ❑ **Du point de vue du mode d'interaction avec les demandeurs :** Renforcer la qualité de l'accompagnement des jeunes par les conseillers en emploi : 56% des demandeurs n'ont jamais rencontré un conseiller en emploi et seules 22% des interactions sont consacrées à des rencontres avec des conseillers en emploi
- ❑ **Du point de vue du Genre :** Mieux prendre en compte les spécificités des femmes. En effet, même si leurs demandes sont plus satisfaites que celles des hommes (50% contre 43%), l'impact des programmes sur les hommes est plus élevé
- ❑ **Du point de vue de la couverture géographique :** Mieux intégrer les jeunes des autres régions : la base de sondage montre une très faible représentativité des autres régions

- ❑ **Du point de vue de la coordination :** Renforcer la collaboration entre les structures de promotion de l'emploi des jeunes : peu de jeunes qui ont déposé à la Direction de l'emploi connaissent les autres structures publiques
- ❑ **Du point de vue du suivi des bénéficiaires :** Instaurer un suivi systématique des bénéficiaires pour voir si les services offerts ont eu l'impact escompté
- ❑ **Du point de vue de la communication :** Mettre en place des stratégies efficaces d'information des jeunes sur les programmes qui leur sont destinés : 32% ne savent pas comment s'inscrire et 38% ne pensent pas que la Direction de l'emploi et l'ANPEJ puissent les aider.



Communication 3 : Impact des programmes d'emploi sur la situation professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire

Par

Pr GBKOU MONNET

Université de Felix Houphouet Boigny Abidjan, Côte d'Ivoire

L'auteur part du défi majeur des décideurs qui est celui de permettre aux jeunes diplômés de trouver un emploi en adéquation avec leur formation, pour montrer les difficultés que les jeunes rencontrent sur le marché du travail. Il rappelle d'ailleurs que, l'enquête sur

l'insertion des diplômés de l'enseignement technique et de la formation professionnelle de 2016 en Côte d'Ivoire, a montré que seuls 14,33% ont pu s'insérer 8 mois après leur formation (SEETFP, 2017), 84,1% des chômeurs sont en milieu urbain, avec une forte concentration à Abidjan (49,6%), chez les jeunes de 14-35 ans (70,3%) et parmi les personnes ayant un niveau d'instruction « secondaire » ou « supérieur » (54,2%). Sur ces conditions, les jeunes acceptent n'importe quelles formes d'activités génératrices de revenu. Face à ces difficultés sur le marché du travail, l'Etat Ivoirien a mis sur pieds plusieurs politiques (PAE, PSCE, les fonds sociaux, PAJD, PEJEDEC, C2D, etc.) depuis les années 1990 pour faciliter l'insertion des jeunes sur ce marché. Suite à ces programmes, l'auteur se pose la question de savoir ces politiques d'emploi ont véritablement un impact sur les bénéficiaires ? Pour cela, il se fixe pour objectif d'évaluer l'impact des programmes d'emploi sur la situation professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire. Pour appuyer son objectif, l'auteur s'est rapproché de la littérature récente sur la question (Thomaz Alvares de Azevedo et Jeff Davis (2010) ; Bandiera et al (2010) ; Bertrand Mariane et al. (2016), Djezou, et al. 2016), Jochen, et al. 2019) ; Fougère, Goux et Maurin (2001), Brodaty, Crépon et Fougère (2002), Kouakou (2006, 2009)) et utilise les données de l'enquête intitulée « Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique francophone » (CREMIDE, CRDI) réalisée en 2017 auprès de 3402 individus (941 Postulants Bénéficiaires, 1040 Postulants Non Bénéficiaires et 1421 Non Postulants). En plus il utilise une technique d'appariement ou PSM (Kernel, radius, 5 plus proches voisins) pour évaluer véritablement l'effet net lié au service public d'emploi. Cette méthode permet à l'auteur de trouver les résultats très pertinents à savoir : Les détenteurs du BTS/DEUG/DUT ou d'une « MAITRISE » diminue la probabilité de recourir aux programmes d'emploi respectivement de 14,2% et 25,7%, de même que les jeunes des filières techniques, professionnelle et ceux issus des Sciences Sociales et juridiques que les jeunes des Lettres et Arts. En plus il montre que l'effet net des programmes d'emploi en côte d'Ivoire en terme rémunération est 34 676F CFA.



Section 2 : demande des SPE et réduction du chômage

Modérateur :

Pr ZAMO AKONO Christian,
Directeur du CEREG, Cameroun



Communication 4 : Genre et insertion socio-professionnelle des diplômés sans expérience en milieu urbain tchadien : cas de la ville de N'Djaména

Par

GADOM Djal-Gadom

Université de N'Djamena, Tchad

En mettant l'insertion socio-professionnelle des jeunes diplômés au cœur des débats sur l'avenir de l'Afrique subsaharienne (la capacité des pays africains à tirer profit du « dividende démographique », les opportunités de développement socioéconomique), l'auteur expose le contexte tchadien en ce qui concerne le délai pour entrer dans la vie professionnelle, une baisse du taux de chômage de 58% entre 2003 et 2011 liée à la création d'emplois favorisée par l'implantation et la création des nouvelles entreprises grâce à l'exploitation du pétrole, l'insertion (diminution des emplois, inadéquation entre formation et emploi, faiblesse des investissements), 79,1% des chômeurs sont en milieu rural dont 30% sont des femmes. Ce contexte amène l'auteur à évaluer l'influence du genre sur l'accès à l'emploi des jeunes diplômés sans expérience en milieu urbain au Tchad. Analyse les différences de genre dans le calendrier d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et d'explorer les chances d'insertion socioprofessionnelle selon le genre, impulsées par le domaine de formation des jeunes. En accrochant son étude sur la littérature existante (Doumbouya et *al.*, 2011, Calvès et Kobiané, 2014 ; LeBreton, 2009 ; Bourdon et Cleaver, 2000 ; Cloutier, 2005; Lalande & Laverty, 2005; Bujold & Gingras, 2000; Kirkpatrick et *al.*, 2002), l'auteur utilise les données provenant de l'enquête sur l'amélioration des politiques d'emplois jeunes au Tchad, réalisée en 2017 par le CRDI auprès de 3249 individus résident à N'Djamena (976 bénéficiaires PADE de l'ONAPE, 1282 demandeurs non bénéficiaires, 991 témoins qui n'ont aucune connaissance de ce programme). En appliquant la méthode d'estimation logit et probit sur ces données, l'auteur montre que les femmes ont 14,83% de chance de moins que les hommes pour trouver un emploi. La participation au PADE permet aux jeunes diplômés d'augmenter leur chance d'insertion socioprofessionnelle de 5,6%. Bien que la femme ait moins de chance de s'insérer, sa participation au PADE augmente sa chance d'insertion de 8,3%. Les diplômés des domaines tels que les « sciences de l'éducation », « sciences sociales, commerce et droit » ; « ingénierie, industries de transformation » et « agriculture et sciences vétérinaires » ont respectivement -15,6%, -10,9%, -5,3% et -13,1% de chance de trouver de l'emploi par rapport

aux détenteurs de diplômes dans le domaine des sciences pures (Maths, Physique, chimie et SVT).

Recommandation :

● ONAPE

- Pour améliorer l'insertion des jeunes dans le milieu urbain au Tchad, il convient d'étendre le programme PADE à toutes les autres villes du pays ;
- Sensibiliser les femmes pour une meilleure connaissance du PADE et de ses effets sur leur chance d'insertion ;
- Evaluer les programmes actifs (PAE, crédit agricole, TRE, etc.) pour mieux appréhender leur efficacité.

● Gouvernement

- Orienter les formations des jeunes en adéquation avec les besoins réels du marché d'emploi et de miser plus sur les écoles de formation scientifiques et des métiers.



Communication 5 : Service publique d'emploi et durée de transition sur les marchés du travail en Afrique Subsaharienne Francophone

Par

Carrel FOHKOU

Université de Maroua, Cameroun

Recommandation :

➤ **Les programmes de formation**

- Rendre le programme systématiquement disponible pour tous les demandeurs d'emploi nécessaires.
- Augmenter les ressources allouées aux programmes de formation.

➤ **Les programmes d'intermédiation**

- Promouvoir l'auto-emploi comme moyen d'insertion des jeunes
- Allonger la durée des séminaires sur les TRE afin d'augmenter les chances d'assimilation des compétences requises.
- Introduire des mécanismes de validation des acquis plus rigoureux afin de vérifier l'assimilation affective des astuces.

Communication 6 : Les SPE diminuent-ils la demande d'emploi public ? Une analyse comparative sensible au genre des dispositions à travailler dans les administrations publiques



Communication 6 : Les services publics d’emploi diminuent-ils la demande d’emploi public ? Une analyse comparative sensible au genre des dispositions à travailler dans l’administration publique

Par

NONO Claudia

Université de Yaoundé II-Soa, Cameroun

Claudia NONO commence par présenter l’évolution de la croissance économique de l’indépendance jusqu’à la décennie 80 qui finit par une crise économique et la mise place des PAS. Elle rappelle par la suite la création (1990) des SPE (le FNE au Cameroun, l’ONEMO au Congo Brazza, l’AGEPE en Côte d’Ivoire, la Direction de l’Emploi au Sénégal et l’ONAPE au Tchad) dont le rôle principal était de promouvoir les emplois du secteur privé. Malgré l’existence de ces SPE, l’auteur remarque une forte préférence pour les emplois du secteur public dans les 5 pays concernés par l’étude. Car 49% contre 53% d’individus ayant bénéficié d’un programme sont prêts à payer pour obtenir un emploi dans la fonction publique. Sur ce constat, l’auteur se pose la question de savoir : Quel est l’effet des SPE sur les dispositions des jeunes à travailler dans la fonction publique en Afrique Subsaharienne ? En s’appuyant sur une littérature récente (Betcherman et al. (2004), Card et al. (2011), Attanasio et al. (2011), ILO (2016), Mojsoska-Blazevski et Petreski (2015), Morano (2016) et Petreski (2018), l’auteur utilise la technique d’appariement par les scores de propensions (PSM) appliquée aux données du projet pour résoudre la question. Par cette méthode, l’auteur

conclue que les hommes inscrit aux SPE sont disposé à payer plus cher que les femmes pour avoir un emploi dans la fonction publique.



Communication 7 : Impact des politiques publiques d'emploi sur la sortie du chômage des jeunes au Congo Brazzaville

Par

LELOUKA Fabien

Université Marien Ngouabi

UNIVERSITE MARIEN NGOUABI

Dans cette analyse des facteurs explicatifs du chômage, l'auteur expose un contexte socioéconomique du Congo animé par un taux de chômage (30,5%) très élevé des jeunes ayant entre 15 et 29 ans et ce taux est plus élevé en milieu urbain (39,0%) qu'en milieu rural (11,07%). En réaction à cette situation, les pouvoirs publics ont élaboré et mis en œuvre des programmes tels que le Programme Emploi Diplômé (PED) en 2004, le Programme d'appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER) en 2009 et d'autres tel que le Programme de Développement des Compétences pour l'Employabilité des jeunes (PDCE) en 2018. La persistance du chômage après la mise en place de ces différents programmes incite l'auteur à effectuer une analyse comparative des déterminants de la durée du chômage entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires des programmes d'emploi au Congo. En faisant

l'hypothèse que les demandeurs d'emploi détiennent une information imparfaite sur les postes à pourvoir sur le marché du travail, l'auteur utilise une méthode logistique multinomial de propension appliquée aux données pour montrer que : la situation matrimoniale explique la durée du chômage dans les deux groupes (bénéficiaires et non bénéficiaires) ; Le salaire de réservation réduit la durée du chômage. Par exemple, une augmentation d'un 1% du salaire de réservation entraîne une baisse de 19% et de 94% de la durée du chômage (toutes choses étant égales par ailleurs) respectivement chez les non bénéficiaires et les bénéficiaires. Scientifiquement, ces résultats rejoignent ceux de Kherfi (2015) et de Adair et al (2007). L'auteur conclut que la réduction de la durée du chômage au Congo n'est pas le fait d'un salaire de réservation élevé, mais de pouvoir bénéficier des services des SPE. En plus, la vie en couple incite les individus bénéficiaires des SPE au Congo à être plus entreprenant sur le marché du travail et de réduire par là leur durée au chômage.



Cérémonie de clôture de la conférence internationale



Conclusion

La conférence internationale qui s'est tenue à Yaoundé au cours de ces cinq (04) jours sur l'amélioration des politiques d'emploi en Afrique francophone avait pour objectif principal de disséminer les résultats des recherches dans les cinq (05) concernés par le projet en ce qui concerne notamment les politiques d'emploi, l'insertion des jeunes hommes et femmes et les personnes vulnérables. Il est ressorti les résultats suivants : 12 étudiants du cycle master et 12 de cycle du cycle doctorat ont été enrôlés par le projet. 10 étudiants du cycle master ont été recrutés pendant la mise en œuvre du projet ; Parmi les 34 chercheurs, 9 sont des femmes ; 9 mémoires de Master ont été soutenus ; 3 thèses de doctorat ont été soutenues. En outre, près de 20 articles scientifiques sont en cours de finalisation : 7 au Cameroun, 3 au Sénégal, 3 en Côte d'Ivoire, 3 au Tchad et 4 Congo. En ce qui concerne les leçons à tirer, du point de vue de l'efficacité des programmes d'emploi il importe de réduire les délais de traitement des dossiers (délais moyens étant de 7 mois actuellement), supprimer les facteurs subjectifs (notamment, les appartenances politiques, géographique ou autres) pouvant empêcher certains jeunes de déposer leur dossier (PMSM vs. MTE), du point de vue de la diversification des types de programmes adapter les programmes aux besoins des jeunes en effet, moins de 3% veulent une formation, moins de 10% cherchent un financement alors que 84% cherchent une embauche. Du point de vue du mode d'interaction avec les demandeurs il faut renforcer la qualité de l'accompagnement des jeunes par les conseiller emploi (56M d'entre eux n'ont jamais rencontré un conseiller en emploi et seules 22% des interaction sont consacrées à des rencontres avec des conseillers en emploi. Du point de vue du genre il faut prendre en compte les spécificités des femmes. Car même si leurs demandes sont plus satisfaites que celles des hommes (50% contre 43%) ; l'impact des programmes sur les hommes est plus élevé. Du point de vue de la couverture géographique il faut mieux intégrer les jeunes des autres régions, la base de sondage montre une très faible représentativité des autres régions. Du point de vue de la coordination renforcer la collaboration entre les structures de promotion de l'emploi des jeunes étant donné que peu de jeunes qui ont déposé à la direction de l'emploi connaissent les autres structures publiques. Du point de vue de suivi des bénéficiaires instaurer un suivi systématique des bénéficiaires pour voir si les services offerts ont eu l'impact escompté. Et en fin du point de vue de la communication mettre en place des stratégies efficaces d'information des jeunes sur les programmes qui leur sont destinés parce que jusqu'à 32% d'entre eux ne savent pas comment s'inscrire et 38% ne pensent pas que la direction de l'emploi et l'ANPEJ puissent les aider.

Au sortie de ce colloque le regard de tous les partis prenantes étaient tourné vers les perspectives avenir ou la prochaine étape qui consiste en la prise en compte par les résultats des recherches dans l'implémentation des politiques économiques tout en tenant de compte de l'aspect genre, de mettre sur pied un programme de suivi évaluation des politiques, l'appropriation des résultats par les SPE afin d'améliorer la qualité de leurs services, ce qui à déboucher sur nouveau projet portant sur la transition des jeunes vers les marchés du travail en Afrique subsaharienne.

Annexe

Annexe 1 : Participants à la conférence internationale "Améliorer les politiques d'emploi des jeunes en Afrique"

Noms et prénoms	Administration	Poste	Téléphone	Mail	Nationalité
NGOUDJO NEGUE	Observatoire de l'Education, de la Formation et l'Emploi (OBSEFE)	Chef de service des études et de liaison	(00235)66361659 (00235)95602570	nequengoudjo@yahoo.fr	Tchad
BENDE TEN-NAH Philippe	Ministère de la formation professionnelle et des Petits Métiers	Directeur de la formation professionnelle et des apprentissages	(00235)66289724 (00235)99721237	philippebende@gmail.com	Tchad
Jean Pierre DJIMASNGAR	Ministère de la Promotion des JSE	Directeur de Cabinet du Ministre	(00235)66263038	jeanpierremadjita@gmail.com	Tchad
DJOUNFOUNE Maria	Office National pour la Promotion de l'Emploi	Chef de Division d'Appui aux Diplômés sans Expériences	(00235)66330159	mariadjimet@gmail.com	Tchad
TAHA Moctar Oumar	Office National pour la Promotion de l'Emploi	Chef de Division Administrative, Juridique, Informatique et Communication	(00235)66272298	tahamoctar@gmail.com	Tchad
ABOUNA Abdel-Aziz	Office National pour la Promotion de l'Emploi	Chef de Service Conseil-Orientation	(00235)66293879	abounaabdel@gmail.com	Tchad
GOUNOUNG AHOUNTA	Office National pour la Promotion de l'Emploi	Conseiller-Emploi chargé de l'audit interne	(00235)66927851	ahounta1@yahoo.com	Tchad
TAHIR Abdelkerim Bahar	Office National pour la Promotion de l'Emploi	Chef de Service du Suivi des Stagiaires	(00235)66240486 (00235)99240486	tahirbahar@gmail.com	Tchad
Mallaye Douzenet	Université de Ndjama	Enseignant-chercheur		douzounetmallaye@yahoo.com	Tchad

Gadom Dial	Université de Ndjamen	Enseignant-chercheur		djalgadam03@gmail.com	Tchad
Mabali	Université de Ndjamen	Directeur		mabaliboh.fils@gmail.com	Tchad
NDIAYE Cherif A K Djélani	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ)	Directeur de la stratégie et des Opérations	(00221)766447678 (0021)776917643	djeylanikh@gmail.com	Sénégal
SOUANE André Almamy Fodé Fossar	Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Conseiller technique	(00221)776496965	fodefossar@yahoo.fr	Sénégal
KEITA SALIHOU	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ)	SG-ANPEJ	(00221)776535774	salihoukeita@gmail.com	Sénégal
Abou KANE	UCAD	Chef de département Economie	(00221)776506713	Abou.kane@ucad.edu.sn	Sénégal
Aliou SECK	UCAD	Doctorant		aliouseck89@gmail.com	Sénégal
Mamadou Ndoeye	UCAD	Doctorant	(00221)771056717	layebouder@hotmail.fr	Sénégal
ZALO Agoua Liliane	Agence Emploi Jeunes	Sous-directrice des études et des statistiques	(00225)52399494	elodie.zalo@gmail.com	Côte d'Ivoire
OKROU Bla Lorraine Yolande	Agence Emploi Jeunes	Sous-directrice des systèmes d'information	(00225)52398383 (00225)08538310	l.okrou@emploijeunes.ci	Côte d'Ivoire
DJEDJE N'GUESSAN Daniel	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale/Direction Générale de l'Emploi	Sous-directeur	(00225)05899275	djdjnd2000@yahoo.fr	Côte d'Ivoire
KINDA Mamadou	Plate-Forme de Services Côte d'Ivoire (PFS-CI)	Responsable Développement Qualité/Service Chargé du Suivi-Evaluation	(00225)22419091 (00225)07879670	mkinda73@yahoo.fr	Côte d'Ivoire
KONE Péniatien Emile	Agence Emploi Jeunes	Directeur des Etudes, des Statistiques et du Suivi-Evaluation	(00225)09507705	kopene2017@gmail.com	Côte d'Ivoire
TOASSA Gbeugre César	Bureau de Coordination des Programmes Emploi (BCP-Emploi)	Responsable des Programmes et du Suivi-Evaluation	(00225)03378405 (00225)07704779	tgczar@yahoo.fr	Côte d'Ivoire
Gbakou Monnet Benoit Patrick	CREMIDE/UFHB	Enseignant – Chercheur	(00225) 49466862	patrick.gbakou@gmail.com	Côte d'Ivoire
ASSI Bertrand Sylvestre	CREMIDE	Doctorant	(00225) 08849778	assibertrand@gmail.com	Côte d'Ivoire

OKOMBI Auxence Léonard	Direction Générale de la Formation Qualifiante et de l'Emploi	Directeur Générale de la Formation Qualifiante et de l'Emploi	(00242)055512552	auxenkos@yahoo.fr	Congo-Brazzaville
NGOT Ferdinand	Direction Générale de la Formation Qualifiante et de l'Emploi	Directeur de l'Emploi			Congo-Brazzaville
BOUNGOU Hermann Arnaud	Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi/	Spécialiste en suivi-évaluation	(00242)066504022 (00242)055631543	arbougou@yahoo.fr	Congo-Brazzaville
MOBOTO née ONGUESSE Adolphine	Direction Générale de la Formation Qualifiante et de l'Emploi	Chef de service des politiques, projets, études et prospection	(00242)065816489 (00242)055209405	adomobotoong@gmail.com	Congo-Brazzaville
LEKOUKA Fabien Constantin	Université Marien Ngouabi FSE	Doctorant	(00242)069592184 (00242)055445114	fablekouka@gmail.com	Congo-Brazzaville
ZABATANTOU LOUYINDOULA Hardy	Université Marien Ngouabi	Chargé d'Encadrement Professionnel et Technique	(00242)065758980 (00242)066445026	zabatantouhardy@yahoo.fr	Congo-Brazzaville
DOUMAGUI Damaris Epse DISSAK DELON	Fonds National de l'Emploi (FNE)	Chef service du personnel	(00237)698866767	doumagui.damaris@gmail.com	Cameroun
YOMBI M. Martine	Fonds National de l'Emploi (FNE)	Chef service suivi et contrôle des activités opérationnelles	(00237)672999238 (00237)699905946	yombimartine@yahoo.com	Cameroun
BEBO Joseph Emmanuel	Fonds National de l'Emploi (FNE)	Chargé études	(00237)694477912	Beboma07@yahoo.fr	Cameroun
NONO NJOMGANG Claudia	Université de Yaoundé 2	Doctorante	(00237)694768713	noclaude@yahoo.fr	Cameroun

Annexe 2 : comité d'organisation

Comité d'organisation des événements de clôture du Projet CRDI sur l'emploi des jeunes						
Noms et prenom	Administration	Poste	Commission	Telephone 1	Telephone 2	Mail
FOMBA KAMGA Benjamin	Université de Yaoundé 2	Chef du département d'Analyse et Politique Economique	Président du Comité d'organisation	677320835	694493369	fomba1@yahoo.fr
BEDZEME Thierry	Université de Yaoundé 2	Chercheur	Sécretariat Technique	675469516		bedzemethierry@yahoo.fr

MBOUTCHOUANG KOUNTCHOU Armand	Université de Dschang	Chercheur	Formateur	675133309	699649554	mkountchou1@yahoo.fr
TSOPMO Christian	Université de Yaoundé 2	Doctorant	Materiel	674288425	698287752	christiantopmo@gmail.com
MFONDOUM edouard	Université de Yaoundé 2	Doctorant	Transport	675268754	693278813	mfondoum@yahoo.fr
WAMBA Joachim	Université de Dschang	Doctorant	Materiel/Participant conference	698400687		wambajoachim@gmail.com
KOUL NGWE MANGUELE Maximilien	Université de Yaoundé 2	Doctorant	Transport	676327344	699541032	m_manguele@yahoo.fr
NGOKO Eric Hubert	Université de Maroua	Doctorant	Banderole/Sécretariat- Rapport	675123182	697679056	ngokoerichubert@yahoo.fr
FOKOU Carrel	Université de Maroua	Doctorant	Materiel/Participant conference	697028638		carrelfokou@yahoo.fr
TENE Nelson	Université de Yaoundé 2	Doctorant	Banderole/Courrier	690665081		sergeo.tagang@yahoo.com
Tsambou Dumas	Université de Yaoundé 2	Doctorant	Banderole/Sécretariat- Rapport	697202323		tsamboudumas@yahoo.fr
Siewe Nadine	GPE		Secretariat	699534339		svnadine@yahoo.fr

Annexe3 : **PROGRAMME DU SEMINAIRE INTERNATIONAL, JOURNEE DU 24 JUILLET 2019**

Cérémonie d'Ouverture

7h30-9h00 : Accueil et Installation des participants

9h00-09h30: Allocutions d'ouverture

- Mot de Bienvenue du Recteur de l'Université de Yaoundé II-Soa ;
- Mot de SE Mme l'Ambassadeur du Canada au Cameroun ;
- Mot d'ouverture de Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

9h30-09h40: Session Inaugurale : Bref exposé des Résultats d'Enquêtes sur l'efficacité des Services Publics d'Emploi au Cameroun, au Congo, au Tchad, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Par le Prof. FOMBA KAMGA Benjamin, Coordonnateur Général du Projet de Recherche.

09h40-09h50 : Retrait des Officiels

Session 1: Renforcement des capacités, formation professionnelle et indicateurs d'emploi sensibles au genre

Modérateur: Prof. KOBOU Georges, Directeur du Programme de Gestion de la Politique Economique (GPE), Université de Yaoundé II, spécialiste en économie du travail

09h55-10h10 : Communication 1 : titre (Sénégal), Prof. Abou KANE, Université Cheik Anta Diop de Dakar

10h15-10h30 : Communication 2 : titre (Congo), Prof. NDINGA Adrien Mathias, Université Marien Ngouabi

10h35-10h50 : Communication 3 : titre (Côte d'Ivoire), Prof. KOUAKOU Clément, Université FHB

10h50-11h35 : Echanges

11h35-11h50: Pause-café

Session 2: Durée au Chômage et la demande des Services Publics d'Emploi (SPE)

Modérateur: Prof. ZAMO AKONO Christian, Directeur du CEREK-Université de Yaoundé II, Spécialiste Economie du travail et des ressources humaines

11h55-12h10 : Communication 4 : Durée au Chômage et demande des SPE en Afrique Francophone : une étude comparative sur cinq pays (Cameroun, Congo, Tchad, Côte d'Ivoire et Sénégal) avec considérations de genre, Prof. FOMBA KAMGA Benjamin, Chef de Département d'Analyse et Politique Economique, Université de Yaoundé II.

12h15-12h30 : Communication 5 : titre, Dr DOUZENET MALLAYE, Université de Ndjamena, Responsable du projet au Tchad.

12h35-12h50 : Communication 6 : La convention Etat-Employeurs améliore-t-elle l'employabilité des jeunes de différentes catégories sociales (genre) au Sénégal ? **Dr. NDOYE, Université Cheik Anta Diop de Dakar, Sénégal**

12h50-13h35 : Echanges

13h35-14h50 : Pause-déjeuner

Session 3: Emplois publics, genre et performance des services publics d'emploi

Modérateur: Prof. TCHAKOUA, Chef de Département de droit social à la Faculté des Sciences Juridiques et Politique de l'Université de Yaoundé II

14h50-15h05 : Communication 7: Les services publics d'emploi diminuent-ils la demande d'emploi public ? Une analyse comparative sensible au genre des dispositions à travailler dans l'administration publique, par NONO Claudia, Université de Yaoundé II, Doctorante au Projet.

15h10-15h25 : Communication 8 : titre, Dr BATILA Ghislain, Université Marien Nguabi

15h30-15h45 : Communication 9 : titre, Dr GBAKOU, Université FHB, Côte d'Ivoire

15h45-16h30 : Echanges

Cérémonie de Clôture

16h30-16h50 :

- Mot de Remerciements du Coordonnateur Général du projet
- Mot de Remerciements du Directeur du CEREK
- Mot de l'Administrateur de projet du CRDI
- Mot de Clôture du Représentant de Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Annex4



Directeur du CEREK

25



26





Les rapporteurs de la conférence